

Comment les Ontariens se portent-ils **véritablement**?

UN RAPPORT PROVINCIAL SUR LE MIEUX-ÊTRE DE L'ONTARIO / AVRIL 2014



Ontario
Trillium
Foundation



Fondation
Trillium
de l'Ontario

An agency of the Government of Ontario.
Un organisme du gouvernement de l'Ontario.



UNIVERSITY OF WATERLOO
FACULTY OF APPLIED HEALTH SCIENCES

Remerciements

L'Indice canadien du mieux-être tient à remercier la Fondation Trillium de l'Ontario pour son soutien à la réalisation de ce rapport.

Indice canadien du mieux-être. (2014). *Comment les Ontariens se portent-ils véritablement?* Un rapport provincial sur le mieux-être de l'Ontario. Waterloo, ON : L'Indice canadien du mieux-être et l'Université de Waterloo.

© Indice canadien du mieux-être 2014

Indice canadien du mieux-être
Faculté des sciences de la santé appliquées
Université de Waterloo
Waterloo, Ontario
Canada N2L 3G1

Pour plus d'information : www.ciw.ca



@ciwnetwork

 **Indice**
CANADIEN DU MIEUX-ÊTRE

MESURER CE QUI COMPTE | FAIRE EN SORTE QUE LES MESURES COMPTENT

Table des matières

Sommaire	1
L'Indice canadien du mieux-être : Une histoire plus significative	6
Qu'est-ce que l'Indice canadien du mieux-être (ICMÊ)?	9
Comment les Ontariens se portent-ils véritablement ?	12
Éducation	14
Dynamisme communautaire	19
Populations en santé	23
Participation démocratique	28
Environnement	33
Loisir et culture	37
Aménagement du temps	42
Niveaux de vie	48
Un appel à l'action : des gens et des politiques pour des changements positifs	54
Conclusion	67
Annexe A : La méthodologie de l'ICMÊ pour l'Ontario	68

QU'EST-CE QUE LE MIEUX-ÊTRE?

Les définitions du mieux-être sont multiples. L'ICMÉ a retenu la définition pratique suivante :

La meilleure qualité de vie possible dans sa pleine expression et basée sur les aspects suivants, mais ne s'y limitant pas nécessairement : niveau de vie agréable, santé robuste, environnement durable, collectivités dynamiques, populations scolarisées, aménagement du temps équilibré, niveau élevé de participation démocratique, et accès et participation à des activités récréatives et culturelles.

Sommaire

Les Nations Unies et l'OCDE en conviennent – la mesure réelle de l'évolution d'un pays doit inclure le mieux-être de ses citoyens.

Alors que le système de mesure le plus traditionnel, le produit intérieur brut (PIB), mesure tous les biens et services produits par un pays, il a deux lacunes cruciales. D'abord, en se concentrant exclusivement sur l'économie, le PIB néglige de tenir compte des aspects de nos vies que nous chérissons le plus, comme l'éducation, la santé, la qualité de l'environnement et nos relations avec autrui. Ensuite, il ne mentionne pas les coûts de la croissance économique – comme la pollution.

Afin de créer une mesure robuste et plus révélatrice de nos progrès sociaux, l'Indice canadien du mieux-être (ICMÊ) collabore avec des experts et des Canadiens ordinaires depuis 1999 afin de déterminer comment nous nous portons véritablement dans les aspects de nos vies qui nous tiennent le plus à cœur. L'ICMÊ mesure le mieux-être global en fonction de 64 indicateurs portant sur huit domaines d'une importance capitale pour les Canadiens : *Éducation, Dynamisme communautaire, Populations en santé, Participation démocratique, Environnement, Loisir et culture, Aménagement du temps* et *Niveaux de vie*. L'ICMÊ exprime le mieux-être global de façon exhaustive; il suit les progrès aux échelles provinciale et nationale et permet de faire des comparaisons avec le PIB.

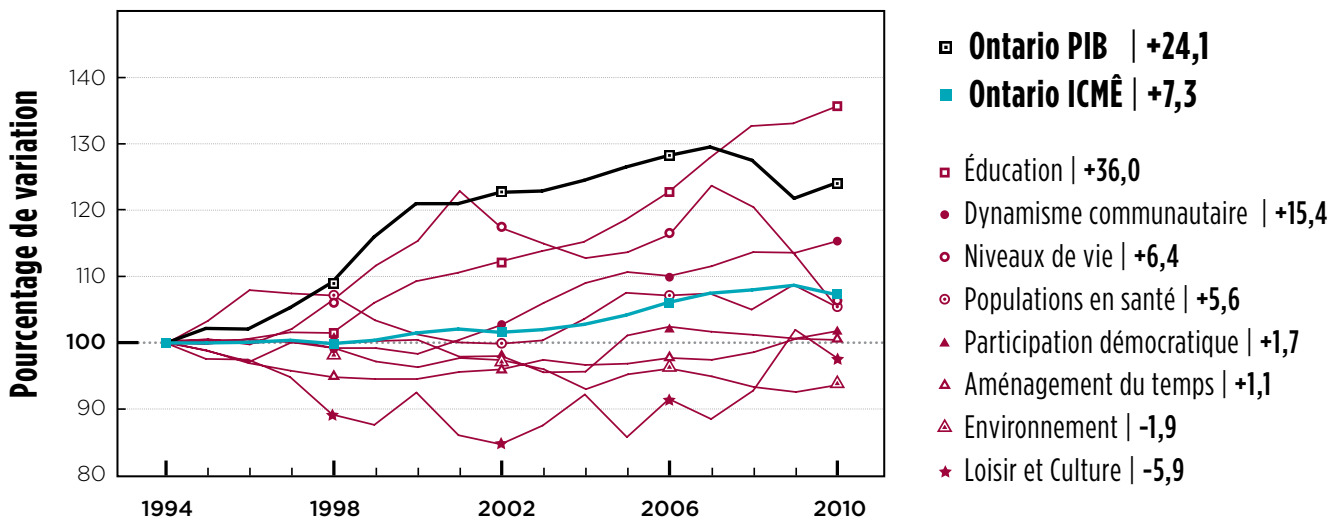
La comparaison entre l'ICMÊ et le PIB de 1994 à 2010 révèle un fossé entre notre mieux-être et la croissance économique sur les plans national et provincial. Au cours de la période de 17 ans, le PIB a augmenté presque quatre fois plus que notre mieux-être global. Les tendances indiquent clairement que, même en période favorable, le mieux-être global ne suit pas la croissance économique, et que lorsqu'on traverse une période difficile, l'incidence sur notre mieux-être est encore plus dure. Nous devons nous poser la question : « Cela est-il suffisant? »

Le rapport de l'Ontario

Le présent rapport, notre premier à l'échelle provinciale, s'appuie sur des données recueillies pour le rapport national de l'ICMÊ en 2012. Conformément à la mission de l'ICMÊ, ce rapport se concentre sur trois objectifs principaux. Premièrement, en se fondant sur une recherche rigoureuse, il décrit comment la qualité de vie des Ontariens a changé entre 1994 et 2010, et comment ces changements se comparent à ceux vécus par tous les Canadiens. Fondamentalement, nous posons une question simple : « Comment les Ontariens se portent-ils *véritablement*? », dans l'ensemble, ainsi que dans chaque domaine, et en comparaison avec le Canada. Deuxièmement, il encourage les décideurs et les leaders gouvernementaux à prendre des décisions fondées sur des faits solides et probants. Troisièmement, il donne le pouvoir aux Ontariens de revendiquer des changements qui répondent à leurs besoins et valeurs. Collectivement, nous devons nous poser la question : « Comment pouvons-nous faire mieux? »

Même si l'Ontario et le Canada montrent des augmentations très semblables au chapitre du mieux-être global (7,3 % et 7,5 % respectivement), ces deux augmentations sont modestes comparativement à la croissance du PIB de près de 30 % au cours de la même période. Cependant, les voies que l'Ontario et le Canada ont suivies pour arriver à ces résultats semblables sont très différentes. En fouillant au-delà des chiffres, on constate que l'Ontario montre de grandes forces dans les domaines de l'éducation et du dynamisme communautaire; une augmentation modeste dans le domaine des populations en santé; des résultats partagés en participation démocratique et en environnement; des tendances profondément inquiétantes dans les domaines des loisirs et de la culture, de l'aménagement du temps et des niveaux de vie.

Tendances de l'Indice canadien du mieux-être pour l'Ontario dans huit domaines et comparativement au PIB de l'Ontario, de 1994 à 2010



Progrès en éducation, dynamisme communautaire et populations en santé

IAu Canada et en Ontario, la croissance la plus forte s'est produite dans le domaine de l'éducation. L'augmentation de 36 % du mieux-être découle du nombre accru de places en services de garde réglementés, bien que toujours inférieur au nombre nécessaire, de l'amélioration du ratio enseignants-élèves ainsi que de l'augmentation des taux d'achèvement des études secondaires et universitaires. Les Ontariens sont bien positionnés pour relever les défis futurs.

Le dynamisme communautaire est une autre force. L'amélioration de 15,4 % de l'Ontario dans ce domaine est bien en avance sur celle de 10,3 % de l'ensemble du Canada. Les liens communautaires sont solides; les gens participent plus à des activités de bénévolat structurées et offrent plus d'aide non rémunérée à autrui. Dans des périodes difficiles, les Ontariens s'unissent. Curieusement, alors que les taux de criminalité sont au plus bas des 17 dernières années et que les Ontariens se sentent plus en sécurité que jamais, la confiance envers autrui a diminué.

Une augmentation de 5,6 % dans les populations en santé en Ontario est également encourageante, mais ce domaine accuse un léger retard comparativement à la moyenne nationale de 6,1 %. Les histoires de réussite incluent une espérance de vie accrue, des niveaux supérieurs de satisfaction envers les services de soins de santé, une incidence légèrement inférieure de cas de dépression déclarés ainsi qu'une diminution spectaculaire du tabagisme chez les adolescents, particulièrement chez les filles. Cependant, les taux croissants de diabète chez les hommes ainsi que le nombre décroissant de personnes se faisant vacciner contre la grippe sont des conditions sous-jacentes graves relativement à la santé et à la société.

Stagnation en participation démocratique

La faible croissance de 1,7 % en participation démocratique – un résultat quatre fois inférieur à l'augmentation de 7 % dans l'ensemble du Canada – révèle l'ambivalence des Ontariens envers la démocratie. Trois Ontariens sur quatre sont satisfaits de la démocratie canadienne, mais ils font beaucoup moins confiance au Parlement fédéral que les autres Canadiens. Un plus grand nombre d'Ontariens s'intéressent à la politique et estiment qu'ils ont le devoir de voter, mais ils sont moins nombreux à participer au scrutin. La sous-représentation des femmes en tant qu'élues est également une tendance persistante.

Diminution en environnement

Entre 1994 et 2010, le domaine de l'environnement a connu une diminution de 1,9 % en Ontario. Bien que cette diminution ne soit peut-être pas aussi inquiétante que la diminution plus prononcée de 7,8 % dans l'ensemble du Canada, elle représente tout de même une tendance troublante. Le smog s'accroît, et les émissions de gaz à effet de serre (GES) demeurent élevées. Bien que les Ontariens collaborent individuellement afin d'aider à inverser les tendances, les gouvernements et les industries doivent prendre des mesures plus concrètes. Une plus grande disponibilité des données nationales pouvant contribuer aux données provinciales est aussi cruciale pour que nous soyons en mesure de suivre les progrès réalisés et orienter les politiques.

Diminution en loisir et culture

La tendance la plus négative en Ontario, une diminution de 5,9 % dans les loisirs et la culture, porte les Ontariens à se poser la question suivante : « Où sont passés tous ces bons moments? » Bien que la tendance soit moins prononcée que la diminution de 7,8 % à l'échelle nationale, elle mérite notre attention. Les Ontariens, particulièrement les femmes, socialisent moins et consacrent moins de temps à des activités artistiques et culturelles. Globalement, le bénévolat dans les arts et la culture, l'assistance à des représentations des arts de la scène ainsi que les dépenses dans ce domaine sont tous en forte baisse en Ontario. Historiquement, les gens ont farouchement protégé le temps et l'argent qu'ils investissent dans leurs temps libres. Cette baisse, que l'on constate à tous les niveaux de revenu, va au-delà du fait d'avoir à se serrer la ceinture par suite de la récession. Tous ces facteurs nuisent à la santé et aux liens communautaires ainsi qu'à notre capacité de nous définir en tant que peuple. De façon plus positive, de nombreux Ontariens sont physiquement actifs presque tous les jours.

Peu d'amélioration en Aménagement du temps

Compte tenu de leurs gains timides de 1 % respectivement, l'Ontario et le Canada n'ont pas réussi à atténuer la « contrainte de temps ». Les gains acquis grâce à un meilleur accès à des horaires de travail flexibles et au nombre inférieur de personnes travaillant plus de 50 heures par semaine ont été compensés par des trajets domicile-travail plus longs à l'échelle du pays, ainsi que par une augmentation du temps non rémunéré investi à prendre soin des aînés. Un Ontarien sur cinq se sent pris par la contrainte de temps. On constate l'incidence directe de cette tendance persistante dans l'aménagement du temps; elle a aussi des effets dans les aspects de notre participation à des activités de loisirs et culturelles, ainsi que dans le dynamisme communautaire et sur notre santé globale. De façon plus positive, la participation des aînés à des loisirs actifs et au bénévolat demeure inchangée.

Beaucoup de retard dans les niveaux de vie

L'augmentation de 6,4 % des niveaux de vie en Ontario accuse un retard important par rapport à l'augmentation de 14,3 % dans l'ensemble du Canada. Malgré que l'augmentation ait atteint 29,2 % en 2007 – égalant presque l'augmentation de 29,5 % du PIB –, la récession a engendré une diminution de 22,8 % des niveaux de vie en à peine trois ans. On constate des écarts de revenus grandissants, une instabilité du chômage à long terme et une diminution de la qualité de l'emploi. En 2010, le risque d'être économiquement inquiet était beaucoup plus grand qu'en 1994. L'Ontario a fait des progrès réels au chapitre de la diminution de la pauvreté et de l'augmentation des revenus médians, mais ces progrès accusent toujours du retard par rapport à l'ensemble du Canada.

Les gens et les politiques : la clé de changements positifs

Le Canada a l'habitude de se fixer de grands objectifs, et de les atteindre, comme la Confédération, un chemin de fer national, des soins de santé universels ainsi que le maintien de la paix mondiale. Notre prochain grand rêve doit être d'atteindre un mieux-être amélioré pour tous. Nous demandons aux décideurs de mettre le mieux-être au cœur des politiques publiques.

Passer de l'analyse à l'action signifie de considérer la société et les enjeux comme étant des systèmes interreliés. Trois domaines fondamentaux – Niveaux de vie, Éducation et Populations en santé – ont démontré qu'ils ont des influences à long terme profondes les uns sur les autres ainsi que sur le mieux-être dans la plupart des autres domaines. Afin d'améliorer ces domaines, nous devons réduire les inégalités de revenus, offrir de l'éducation durant la petite enfance et des services de garde, appuyer les familles ainsi qu'adopter une approche proactive en matière de santé.

De la même manière, la participation démocratique peut avoir un effet positif considérable, particulièrement à l'échelle communautaire. En devenant plus engagés localement dans des enjeux qui leur tiennent à cœur, les Ontariens peuvent faire partie intégrante du processus et apporter des changements positifs. Un accès accru aux loisirs et à la culture crée des liens sociaux plus nombreux et forts, enrichit les vies et accroît la confiance ainsi que le sentiment d'appartenance à sa communauté. Enfin, que nous resserrions notre lien quotidien avec l'environnement grâce à un plus grand nombre d'espaces verts locaux ou en réclamant une moins forte dépendance envers les réserves d'énergies non renouvelables, nous devons tous collaborer pour inverser les tendances environnementales nuisibles. Les Ontariens collaborent individuellement. Nous réclamons des actions audacieuses et immédiates de la part des gouvernements et des industries.

En affaires, nous entendons l'expression « Mesurez ce que vous chérissez. » Nous devons appliquer cette maxime à notre mieux-être. Alors qu'il existe une profusion de données économiques pour suivre comment l'économie se porte, en comparaison, les données sociales et environnementales sont beaucoup plus rares. Notre dernière recommandation est simple : nous devons mesurer le mieux-être à l'aide de données valides, significatives et recueillies uniformément. Cette approche guidera l'élaboration et la mise en œuvre de bonnes politiques publiques et permettra de mesurer les progrès concernant ce qui compte *véritablement* pour les Ontariens au cours des années à venir.

Nous demandons aux décideurs de mettre le mieux-être au cœur des politiques publiques.

L'Indice canadien du mieux-être : Une histoire plus significative

Lorsque les Canadiens se couchent le soir, qu'est-ce qui les préoccupe? Ils se préoccupent de leur santé, de leur emploi, des soins qu'ils prodiguent à un parent âgé ou de l'éducation de leurs enfants. Ils rêvent peut-être à leurs prochaines vacances, à un prochain engagement bénévole ou à la façon dont ils comblent leurs moments de loisir.

Ils se préoccupent de la façon dont ils pourront « étirer » leur chèque de paie et accomplir toutes leurs tâches. Ils se préoccupent de la façon dont ils se portent *véritablement*. Ils ne pensent certainement pas au produit intérieur brut.

Le produit intérieur brut, ou PIB, est un nombre dont on fait souvent état, mais qui n'est pas bien compris. Alors qu'il mesure tous les biens et services produits par un pays, le PIB ne peut pas mesurer l'importance de l'apprentissage, la sécurité et la vitalité de nos collectivités, la santé de nos enfants ou la qualité de notre environnement. Le PIB ne rend tout simplement pas compte de toutes les choses qui nous importent et contribuent à notre qualité de vie globale.

Au Canada et partout dans le monde, les gens remettent en question l'utilisation d'indicateurs purement économiques pour mesurer le mieux-être d'un pays. Les gens méritent une mesure qui raconte une histoire plus significative. Ils méritent une mesure qui reflète ce que nous chérissons véritablement dans nos vies – des choses comme une vie sociale et culturelle riche, une démocratie prospère et efficace, de bons niveaux de vie, un environnement naturel viable ainsi que la denrée la plus précieuse et non renouvelable – le temps. C'est ce que fait l'Indice canadien du mieux-être (ICMÊ).

L'ICMÊ est une mesure exhaustive qui saisit huit aspects ou domaines de nos vies pour refléter comment nous nous portons véritablement – pas seulement comment l'économie évolue. Fondés sur les valeurs essentielles déterminées en consultation avec les Canadiens des quatre coins du pays, ces domaines sont : *Éducation, Dynamisme communautaire, Populations en santé, Participation démocratique, Environnement, Loisir et culture, Niveaux de vie et Aménagement du temps*. L'ICMÊ fournit des observations solides, uniformes et significatives pour nous aider à faire de meilleurs choix en tant que personnes, familles, employeurs, leaders communautaires et décideurs.

Comment les Ontariens se portent-ils véritablement?

Le présent rapport, *Comment les Ontariens se portent-ils véritablement?*, est le premier rapport provincial qui s'appuie sur la recherche utilisée par l'indice national de l'ICMÊ.¹ Portant sur la période tumultueuse de 1994 à 2010, il raconte l'histoire des réussites et des défis de l'Ontario dans chacun des domaines, et en comparaison avec l'ensemble du pays. Ce rapport fournit des données en fonction des tendances durant cette période de 17 ans et offre des options de politiques visant à nous appuyer sur les forces et aborder les aspects préoccupants.

De 1994 à 2010, l'Ontario a connu une période d'incertitude extrême. Pour une province habituée à être le moteur économique du pays, les changements des conditions économiques ont frappé durement. La récession a sévi plus tôt, a duré plus longtemps et a eu une incidence plus forte en Ontario que dans l'ensemble du Canada. En 2011, l'Ontario ne s'était pas complètement rétabli.² Alors que l'économie n'est que le contexte de l'histoire du mieux-être de l'Ontario, elle a eu une incidence importante sur plusieurs aspects de nos vies.

Ce rapport cerne les hauts et les bas, les points de tension ainsi que la complexité sous-jacente de la qualité de vie des Ontariens. L'éducation a pris les devants avec des gains spectaculaires qui aident à nous assurer que les Ontariens ont les compétences et l'adaptabilité nécessaires pour affronter les défis futurs. Le dynamisme communautaire s'améliore et reflète comment les Ontariens se rassemblent dans les périodes difficiles. L'avenir de notre santé semble prometteur, le tabagisme ayant chuté considérablement chez les adolescents de l'Ontario. Nous constatons des tensions, des contradictions et une ambivalence croissante relatives à notre démocratie : les gens croient en leur devoir de voter, mais négligent de le remplir; ils sont satisfaits de la démocratie, mais manquent de confiance en leurs dirigeants.

Au Canada et partout dans le monde, les gens remettent en question l'utilisation d'indicateurs purement économiques pour mesurer le mieux-être d'un pays.

¹ Indice canadien du mieux-être. (2012). *Comment les Canadiennes et les Canadiens se portent-ils véritablement?* Le rapport 2012 de l'ICMÊ. Waterloo, ON : L'Indice canadien du mieux-être et l'Université de Waterloo.

² Commission de la réforme des services publics de l'Ontario. (2010). *Des services publics pour la population ontarienne : cap sur la viabilité et l'excellence*. Toronto, ON : Ministère des Finances de l'Ontario. Consulté à l'adresse : <http://www.fin.gov.on.ca/fr/reformcommission/chapters/ch1.html>

Malgré une grande préoccupation relative aux coûts humains, sociaux et économiques de la détérioration de l'environnement, nous continuons d'accuser du retard, aux échelles provinciale et nationale. Quel est l'état de notre mieux-être si nous ne pouvons pas respirer de l'air pur ou boire de l'eau potable? Notre mieux-être est-il à ce point formidable si nous sommes inquiets de la viabilité de notre planète pour nos enfants et petits-enfants? Les déclin dans notre environnement ne représentent pas le seul côté sombre de cette histoire.

Le déclin le plus important durant cette période de 17 ans a été constaté dans le temps et les ressources que nous consacrons aux loisirs et à la culture. Ces activités auxquelles nous participons sont une expression de qui nous sommes, de notre humanité. Elles sont les activités auxquelles nous avons hâte de participer, pour lesquelles nous ferons la file et pour lesquelles nous faisons du bénévolat. Ces activités sont aussi l'aspect de nos vies que nous avons traditionnellement protégé très étroitement. Nous subissons des contraintes de temps en raison du trajet entre le domicile et le travail ainsi que de nos responsabilités croissantes, et nous constatons qu'il n'y a simplement pas suffisamment de temps pour les loisirs et pour nous-mêmes. Et nous avons désespérément besoin d'un moyen de rééquilibrer nos vies, que ce soit grâce à de l'engagement dans notre communauté, des interactions avec nos amis ou la participation à des activités culturelles et récréatives significatives.

La diminution de la participation à des activités de loisirs et culturelles ainsi que le sentiment grandissant d'être pris dans une « contrainte de temps » sont liés à l'anxiété qu'éprouvent les Ontariens relativement à leur sécurité économique. Malgré de modestes augmentations du revenu médian, l'écart de revenus s'est élargi, le chômage de longue durée en Ontario a bondi, et notre sécurité économique a chuté régulièrement, ce qui fait en sorte que nous nous sentons plus vulnérables. Ce qui devrait être une histoire de réussite pour l'Ontario après les gains spectaculaires réalisés dans les années 1990 masque la détérioration considérable de nos niveaux de vie, qui continuent à accuser du retard par rapport à l'ensemble du Canada.

Écrire ensemble le prochain chapitre

Il n'y a rien d'inéluctable ou d'inévitable relativement aux défis auxquels nous faisons face. Il s'agit de notre province, de notre pays, et nous avons un rôle – en fait, une responsabilité – qui est de définir le prochain chapitre de notre histoire. L'Ontario a de nombreuses forces fondamentales que nous pouvons mettre à profit. Nous pouvons nous appuyer sur notre force en éducation en préparant plus d'enfants au cours de leur tendre enfance et en appuyant leurs familles. Nous pouvons maintenir le dynamisme communautaire et la confiance en nos soins de santé. Nous pouvons améliorer la qualité de notre environnement en réduisant nos émissions, en appuyant le transport en commun et en créant plus d'espaces verts publics. Nous pouvons améliorer la participation démocratique en encourageant les gens à s'attaquer à toutes ces questions dans leurs communautés.

Collectivement, les Ontariens, nos communautés et nos gouvernements ne requièrent rien de plus que des idées, de la détermination et des politiques publiques créatives qui placent le mieux-être au cœur même de celles-ci.

Qu'est-ce que l'Indice canadien du mieux-être (ICMÊ)?

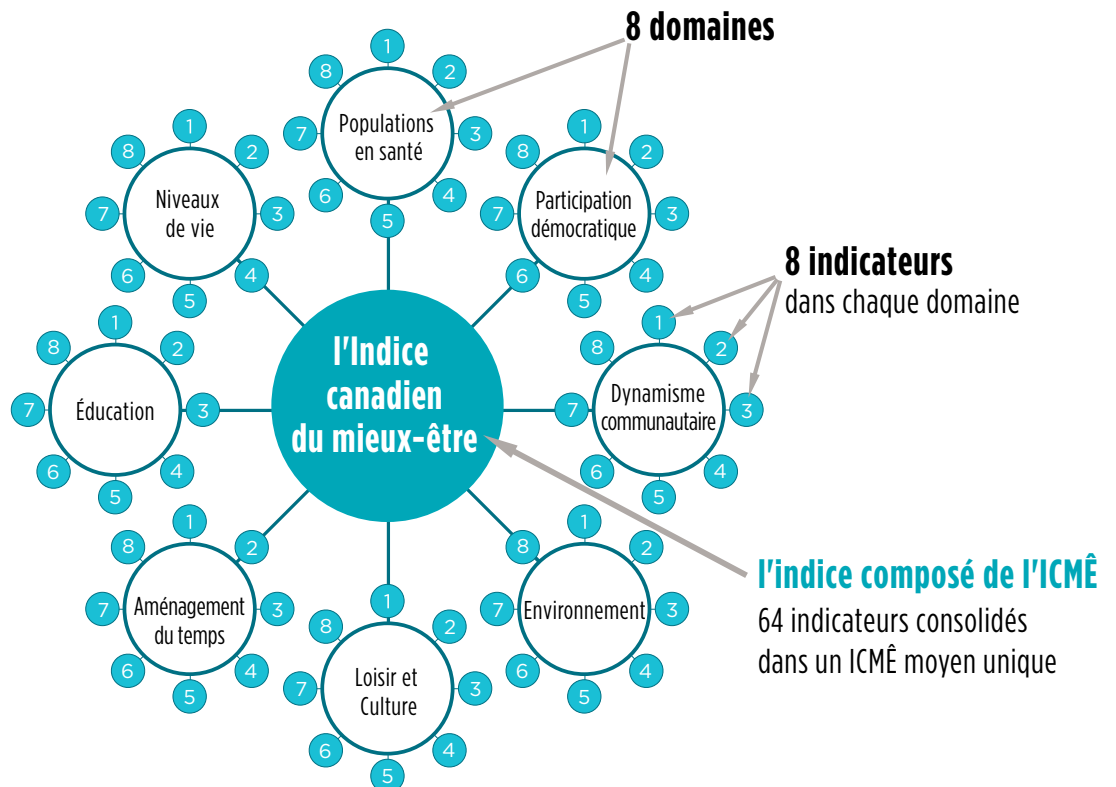
Tout comme votre médecin utilise des outils diagnostiques tels que des rayons x et des tests de laboratoire pour évaluer votre santé ou une entreprise utilise des indicateurs de rendement clé tels que la satisfaction des clients et l'engagement des employés, l'Indice canadien du mieux-être (ICMÊ) ne se penche pas seulement sur l'économie et inclut d'autres domaines cruciaux de la vie des gens.

Créé grâce aux efforts conjugués de dirigeants et d'organismes nationaux, de groupes communautaires, d'experts en recherche internationaux et d'utilisateurs d'indicateurs, ainsi qu'en consultation avec des centaines de Canadiens, l'ICMÊ comprend huit domaines qui contribuent au mieux-être des Canadiens et ont une incidence sur celui-ci.

Les domaines que comprend l'ICMÊ sont :

- ✓ Dynamisme communautaire
- ✓ Populations en santé
- ✓ Participation démocratique
- ✓ Loisir et culture
- ✓ Éducation
- ✓ Niveaux de vie
- ✓ Environnement
- ✓ Aménagement du temps

Le cadre de l'Indice canadien du mieux-être



Nous apprenons que les améliorations globales du mieux-être ne signifient pas nécessairement des résultats positifs dans tous les domaines. En fait, elles masquent souvent des défis complexes.

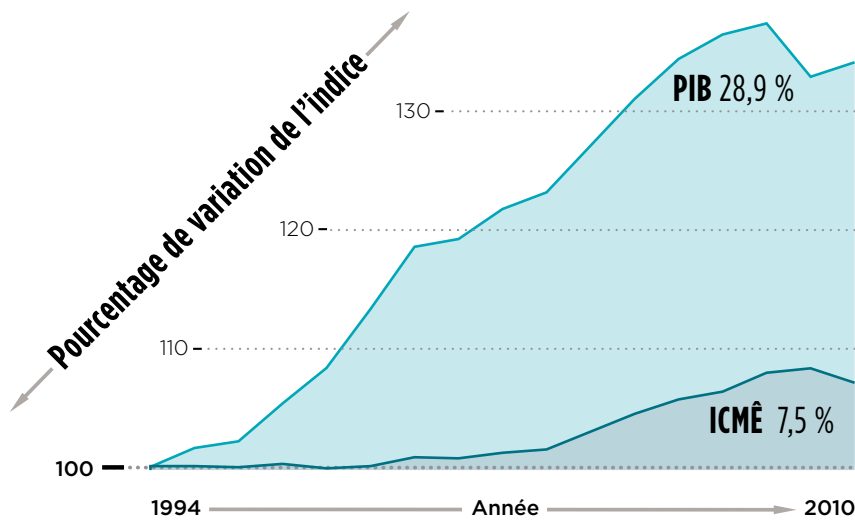
Chaque domaine comprend huit indicateurs directement liés au mieux-être dans ce domaine. Ainsi, l'ICMÊ se fonde sur 64 indicateurs tirés de plus de 130 sources de données, principalement de Statistique Canada. Afin de déterminer comment le mieux-être a changé au cours du temps, en commençant en 1994, chaque indicateur est fixé à 100, et puis les augmentations et les diminutions de pourcentage sont calculées pour chaque année jusqu'à 2010, la dernière année pour laquelle les données complètes sont disponibles dans les huit domaines. Les changements de pourcentage moyens sont déterminés pour chaque domaine au cours de la période de 17 ans, et puis globalement afin de fournir une mesure unique qui détermine l'indice composé de l'ICMÊ.³

⁴ Pour une description du PIB, ainsi que pour quelques-uns des mythes qui l'entourent, se reporter à *How are Ontarians Really Doing? The Technical Report*, disponible à www.ciw.ca.

Qu'est-ce qui distingue l'ICMÊ du PIB au Canada?

Lorsqu'on examine la différence entre le PIB et l'ICMÊ, ce n'est pas un écart que l'on constate. Il s'agit d'un fossé. De 1994 à 2010, le PIB du Canada a augmenté de près de 30 %, alors que l'ICMÊ a augmenté d'un très modeste 7,5 %. De toute évidence, le PIB ne peut pas à lui seul mesurer comment la population s'en tire dans son ensemble.⁴

Tendances du mieux-être canadien par rapport au PIB (par habitant) de 1994 à 2010



Lorsqu'on examine la différence entre le PIB et l'ICMÊ, ce n'est pas un écart que l'on constate. Il s'agit d'un fossé.

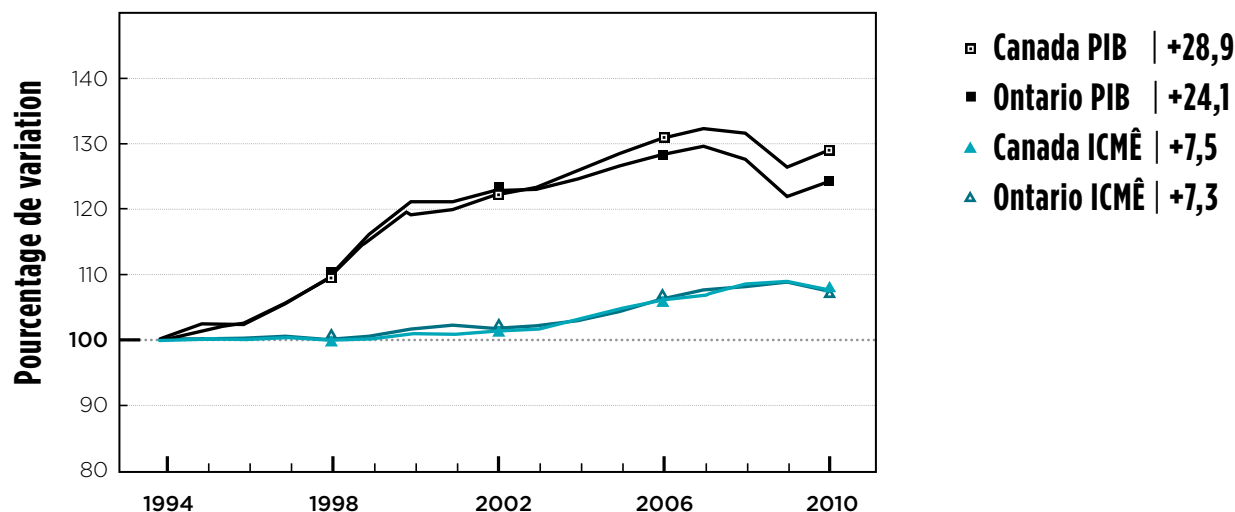
⁴ Pour une description du PIB, ainsi que pour quelques-uns des mythes qui l'entourent, se reporter à *How are Ontarians Really Doing? The Technical Report*, disponible à www.ciw.ca.

Comment les Ontariens se portent-ils véritablement?

Conformément à la tendance canadienne, le mieux-être global de l'Ontario accuse un retard important par rapport à la croissance de son PIB. Depuis 1994, le mieux-être de l'Ontario a augmenté de 7,3 %, comparativement à une augmentation du PIB provincial de 24,1 %.

Alors que la productivité économique de l'Ontario continue de croître, même en se rétablissant relativement rapidement de la récession de 2008, le mieux-être de l'Ontario, tel que mesuré par l'ICMÉ, n'a jamais progressé dans la même mesure, même durant les années plus prospères. Un fait peut-être plus inquiétant, le mieux-être n'a pas montré de signes de rétablissement de la récession de la même manière que l'a fait le PIB.

Tendances de l'Indice canadien du mieux-être comparativement au PIB (par habitant) pour le Canada et l'Ontario de 1994 à 2010



Malgré que l'Ontario affiche une augmentation de son mieux-être (augmentation de 7,3 %) semblable à celle de l'ensemble du Canada (augmentation de 7,5 %), l'Ontario est arrivé à ce résultat en suivant des voies grandement divergentes.

En fouillant au-delà des chiffres, nous constatons de grandes forces dans les domaines de l'éducation et du dynamisme communautaire; une augmentation modeste dans le domaine des populations en santé; des résultats partagés en participation démocratique et en environnement; des tendances profondément inquiétantes dans les domaines des loisirs et de la culture, de l'aménagement du temps et des niveaux de vie. Évidemment, chacun de ces domaines raconte aussi sa propre histoire complexe. Nous apprenons que les améliorations globales du mieux-être ne signifient pas nécessairement des résultats positifs dans tous les domaines. En fait, elles masquent souvent des défis complexes. Tous les domaines sont touchés par une récession qui a plongé l'Ontario dans une économie en dents de scie de laquelle elle se rétablit toujours.

Les pages qui suivent racontent l'histoire des progrès réalisés et des défis auxquels nous avons été confrontés entre 1994 et 2010. Elles explorent comment l'Ontario s'est comparé avec l'ensemble du Canada et elles suggèrent comment nous pouvons dorénavant continuer d'améliorer le mieux-être des résidents de l'Ontario.



Éducation

L'éducation est l'instruction, la scolarisation et la formation professionnelle fournies systématiquement aux jeunes pour les préparer à la vie et, par extension, il s'agit de l'instruction et de la formation fournies de la même façon aux adultes.

C'est un processus qui commence avant l'âge scolaire et se poursuit au-delà du secondaire, de l'université et des programmes d'apprentissage. Avant l'entrée à la maternelle et l'instruction officielle, l'éducation se fait dans le cadre de programmes d'éducation préscolaire et de services de garde. Au-delà de l'école secondaire, du collège, de l'université et des programmes d'apprentissage, elle se fait dans le cadre de l'éducation des adultes et de l'apprentissage tout au long de la vie.

Pour l'éducation, l'ICMÊ mesure les aspects de l'éducation durant la petite enfance jusqu'à l'université et reflète notre capacité de fonctionner ainsi que de nous adapter en société. Il s'agit d'un prédicteur important de l'apprentissage tout au long de la vie, de l'éducation des générations futures, de la santé et des niveaux de vie. Les sociétés qui se développent encouragent cette soif du savoir – à chaque âge et stade.

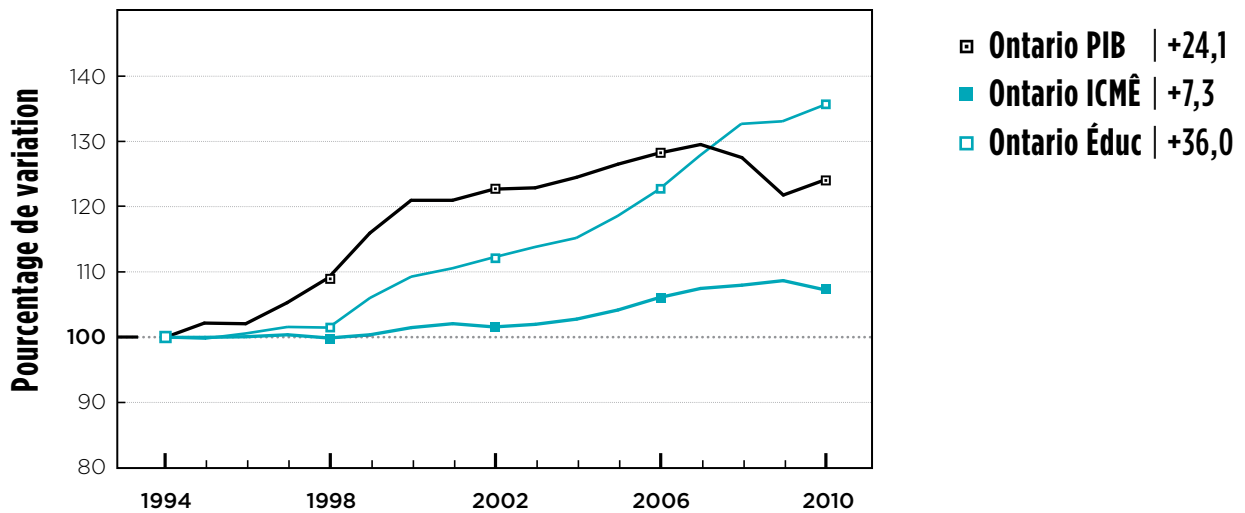
Dans le rapport national de l'ICMÊ⁵, le domaine de l'éducation comprend aussi les compétences développementales, les habiletés sociales et affectives, les connaissances ainsi que les notes de l'OCDE en mathématiques, sciences et lecture. Comme ces données ne sont pas disponibles au niveau provincial, le domaine a été recalculé provincialement et nationalement pour refléter les tendances précises.

⁵ Indice canadien du mieux-être. (2012). *Comment les Canadiennes et les Canadiens se portent-ils véritablement?* Le rapport 2012 de l'ICMÊ. Waterloo, ON : L'Indice canadien du mieux-être et l'Université de Waterloo.

Notes supérieures pour l'éducation en Ontario

Les quatre indicateurs disponibles pour l'Ontario s'étendent de l'éducation préscolaire à l'université. Ils montrent que l'éducation est le domaine qui globalement contribue le plus au mieux-être en Ontario. C'est le seul domaine en Ontario qui a dépassé la croissance du PIB de 1994 à 2010, l'ayant égalé et puis dépassé en 2007. Globalement, le domaine de l'éducation a augmenté de 36,0 %, alors que le PIB a augmenté de 24,1 % durant la période de 17 ans. On constate une tendance presque identique pour le Canada, l'augmentation globale ayant été de 36,2 %. matching then surpassing it in 2007. Overall, the Education domain increased by 36.0% while GDP increased by 24.1% over the 17-year period. An almost identical trend is seen for Canada with an overall increase of 36.2%. From early childhood to university, all educational indicators are improving and none more so than the availability of childcare spaces and the numbers of Ontarians with university degrees. However, while these percentage increases are highly positive, they mask how childcare spaces remain well below the needs of Ontarians and the increasing debt load being faced by university graduates.

Pourcentage de variation globale dans le domaine de l'éducation de 1994 à 2010



De l'éducation durant la petite enfance jusqu'à l'université, tous les indicateurs d'éducation s'améliorent, et aucun ne s'est amélioré plus que le nombre de places en services de garde ainsi que le nombre d'Ontariens ayant un diplôme universitaire. Cependant, bien que ces augmentations de pourcentage soient fortement positives, elles masquent un nombre de places en services de garde bien insuffisant pour répondre aux besoins des Ontariens ainsi que l'endettement croissant auquel font face les diplômés universitaires.



Éducation

Indicateurs suivis de 1994 à 2010

Pourcentage des 0 à 5 ans ayant accès à une place en centre de services de garde réglementés

Ratio enseignants-élèves dans les écoles publiques

Pourcentage des 20 à 24 ans ayant terminé des études secondaires

Pourcentage des 25 à 64 ans détenant un diplôme universitaire

Le nombre de places en services de garde réglementés a augmenté, mais s'est stabilisé en 2008

- Entre 1998 et 2008, le pourcentage des enfants de 0 à 5 ans ayant accès à des places en services de garde réglementés a augmenté régulièrement, passant de 12,4 % à 19,6 %. Cette augmentation globale de 58,9 % en Ontario signifie que plus d'enfants avaient accès à l'éducation de la petite enfance, ce qui annonce de bons résultats futurs en matière d'éducation et de santé globale.
- Les progrès se sont stabilisés entre 2008 et 2010, lorsque le ratio est demeuré pratiquement inchangé à 19,7 %. Alors que l'augmentation globale est remarquable, elle signifie aussi que quatre enfants sur cinq n'ont toujours pas accès à des places en services de garde réglementés en Ontario.

Le ratio enseignants-élèves s'est amélioré

- Le nombre d'élèves par enseignant dans les écoles publiques de l'Ontario public est demeuré relativement stable de 1999 à 2004, à environ 16. Le ratio s'est ensuite amélioré régulièrement pour atteindre un enseignant pour 13,6 étudiants en 2010. Cela constitue une amélioration globale de 15,8 % de l'index en six ans.

Neuf Ontariens sur 10 terminent leurs études secondaires...

- Le pourcentage des Ontariens de 20 à 24 ans ayant terminé des études secondaires a augmenté lentement mais régulièrement, passant de 84,1 % en 1994 à 90,6 % en 2010. L'augmentation globale des taux d'achèvement des études secondaires était de 7,8 % durant cette période. Ces gains progressifs sont impressionnants, parce qu'ils ont la possibilité d'avoir une incidence positive sur les vies de jeunes Ontariens qui autrement auraient décroché.

... et trois sur 10 sont des diplômés universitaires

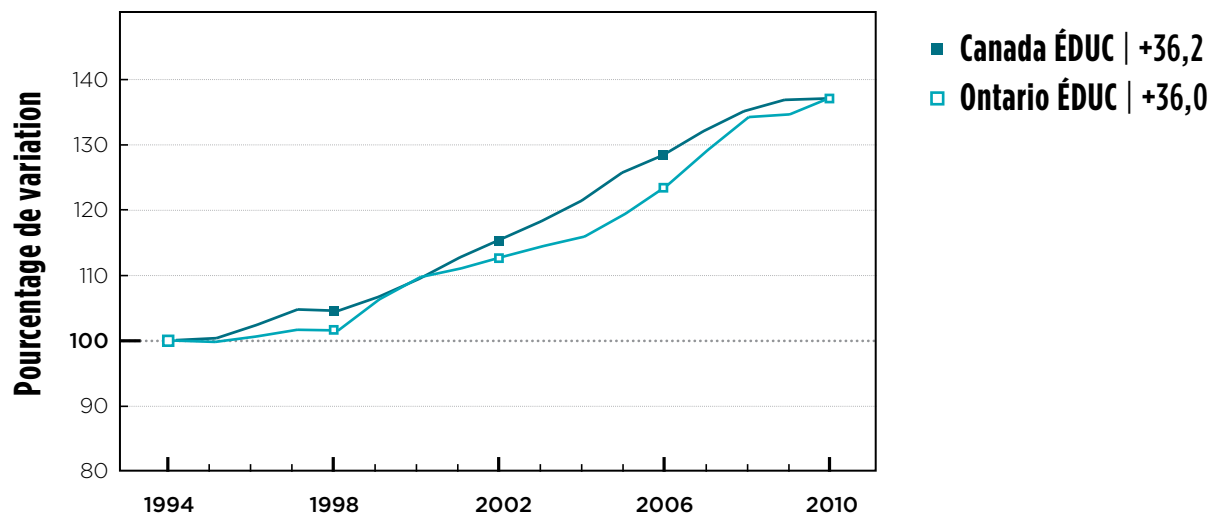
- Les taux de diplomation universitaire chez les Ontariens de 25 à 64 ans ont augmenté régulièrement, passant de 19,2 % en 1994 à 29,7 % en 2010.

Comparaison avec le Canada

L'Ontario a égalé la tendance canadienne dans le domaine de l'éducation, l'augmentation globale étant de 36 %. Il s'agit, de loin, du domaine qui a connu les améliorations les plus importantes de 1994 à 2010. Ces améliorations se sont poursuivies, même depuis la récession de 2008, qui a eu une incidence négative sur plusieurs autres domaines du mieux-être tant en Ontario qu'au Canada.

L'Ontario a révélé des améliorations plus importantes que l'ensemble du Canada quant au ratio enseignants-élèves. Il était 10 % plus élevé en Ontario que dans l'ensemble du Canada (23,5 % comparativement à 13,6 %). Le taux d'achèvement des études secondaires de l'Ontario chez les personnes de 20 à 24 ans (7,8 %) était aussi légèrement supérieur à l'augmentation canadienne de 4,1 %. La province était derrière quant au pourcentage de la population ayant obtenu un diplôme universitaire. Cette augmentation était de 54,7 % en Ontario, et de 57,9 % au Canada. Enfin, l'écart est le plus prononcé en ce qui a trait au ratio des places en services de garde en Ontario, qui a augmenté de 58,1 % en Ontario, derrière l'ensemble du Canada, où il a augmenté de 69,2 %.

Pourcentage de variation en éducation pour l'Ontario et le Canada de 1994 à 2010



Conclusion

L'éducation est un composant crucial du mieux-être d'une personne. L'espérance de vie ayant fortement augmenté au cours du dernier siècle, il est important d'adopter une approche de développement tout au long de la vie en matière d'éducation afin de développer nos capacités naturelles, de nous aider à nous adapter au changement, de nous enrichir socialement et personnellement, de conserver notre mémoire ainsi que d'assurer notre développement cognitif à tous les stades de notre vie.

Une solide assise développementale au cours des premières années de la vie permet de prédire de bons résultats sur les plans éducatif et professionnel, de la santé ainsi que du mieux-être global. Pour chaque dollar investi dans l'éducation de la petite enfance, « le retour sur investissement se situe entre 1,5 dollar et près de 3 dollars, le ratio coûts-bénéfices pour les enfants défavorisés étant à deux chiffres. »⁶ Compte tenu de l'absence de programme national de services de garde, la disponibilité et l'accès abordable à des services de garde réglementés varient grandement d'une province à l'autre, et l'Ontario est demeuré loin derrière les tendances nationales depuis 1998. Nous savons que l'éducation de la petite enfance comporte de nombreux avantages. Elle accroît l'intelligence, stimule l'imagination et favorise la résolution de problèmes créative. L'éducation de la petite enfance favorise aussi les habiletés sociales et la solidarité chez les enfants, encourage l'apprentissage tout au long de la vie et offre un départ plus équitable pour tous les enfants; elle constitue aussi un soutien positif à l'emploi des parents. Il reste à voir si l'instauration de la maternelle et des jardins d'enfants à temps plein en Ontario contribuera aussi à favoriser ces résultats.

L'achèvement des études secondaires est aussi lié à plusieurs résultats importants, comme un engagement plus actif dans la société, des revenus supérieurs et une meilleure santé.⁷ Les taux croissants d'achèvement des études secondaires et universitaires sont les deux tendances qui sont de bon augure pour une économie qui nécessite une main-d'œuvre compétente dans une variété des professions et de disciplines. Bien que les niveaux croissants de la dette étudiante et les taux de chômage toujours élevés chez les jeunes puissent nous porter à remettre en question la valeur de l'éducation postsecondaire, celle-ci demeure un facteur crucial pour l'emploi et les niveaux de vie. En décembre 2013, le ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario a déclaré que tous les gains au chapitre des nouveaux emplois pour l'année avaient été réalisés chez les adultes ayant terminé des études postsecondaires, dont la majorité détenaient un diplôme universitaire.⁸ De plus, l'éducation postsecondaire n'est pas simplement de la formation professionnelle, elle constitue aussi une occasion d'apprendre à penser de façon critique, à s'adapter et à acquérir une vaste base de connaissances. Aussi, malgré les enjeux actuels de la dette et du chômage des jeunes, l'achèvement des études universitaires est associé à une meilleure qualité de vie au Canada ainsi que dans d'autres pays développés.

⁶ Alexander, C., & Ignjatovic, D. (2012). *Early childhood education has widespread and long lasting benefits*. Special Report, TD Economics. Toronto, ON: TD Economics. Consulté à l'adresse : www.td.com/document/PDF/economics/special/di1112_EarlyChildhoodEducation.pdf

⁷ Conference Board of Canada. (2013). *High-school completion*. Consulté à l'adresse : <http://www.conferenceboard.ca/hcp/details/education/high-school-graduation-rate.aspx>

⁸ Ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario. (2013). *Statistiques sur le marché du travail de l'Ontario pour décembre 2013*. Consulté à l'adresse : www.tcu.gov.on.ca/eng/labourmarket/currenttrends/docs/monthly/201312.pdf



Dynamisme communautaire

Les collectivités dynamiques sont celles où les relations entre les gens, les organismes des secteurs privé et public ainsi que les organismes non gouvernementaux sont solides, vivantes et inclusives et favorisent le mieux-être individuel et collectif.

Leurs caractéristiques reflètent le pouvoir et le potentiel d'une communauté de s'unir, de s'adapter et de se développer. Ces caractéristiques incluent les mesures de la sécurité communautaire et des relations bienveillantes, de la participation à des activités organisées ainsi que du sentiment d'appartenance des gens à leurs communautés.

Communautés plus sécuritaires et bienveillantes

Les Ontariens ont vu leur dynamisme communautaire s'améliorer chaque année depuis 2000. Ils sont engagés dans leurs communautés et ont tissé des liens entre eux. Il s'agit de l'un des domaines les plus solides de l'Ontario, la croissance globale étant de 15,4 % - dépassant de beaucoup la tendance canadienne de 10,3 %.



Dynamisme communautaire

Indicateurs suivis de 1994 à 2010

Pourcentage déclarant participer à des activités structurées

Pourcentage ayant six amis proches ou plus

Taux de crimes contre les biens par 100 000 habitants

Taux de crimes violents par 100 000 habitants

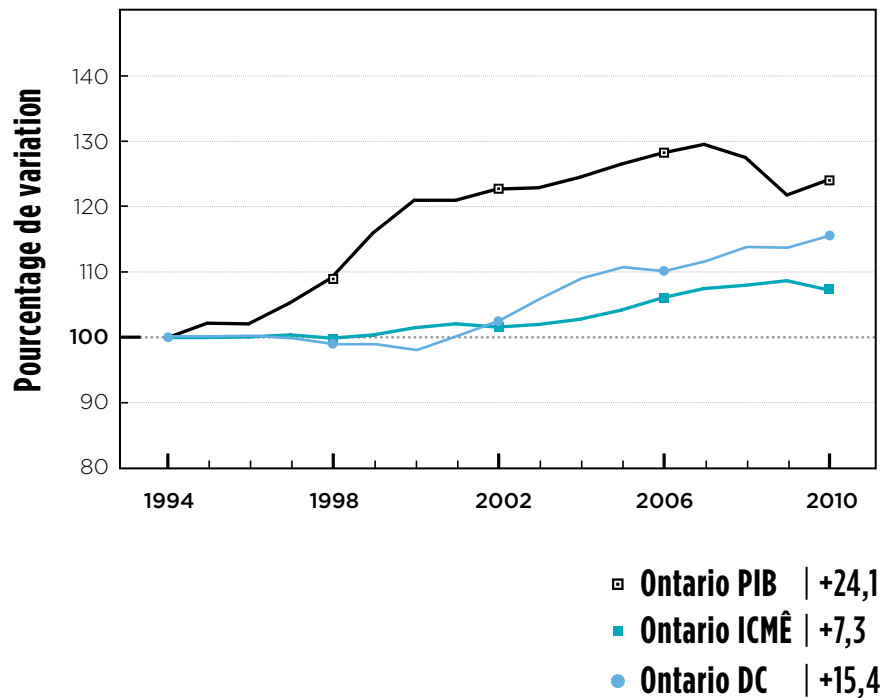
Pourcentage se sentant en sécurité de marcher seuls la nuit

Pourcentage sentant pouvoir faire confiance à une majorité ou à beaucoup de personnes

Pourcentage offrant de l'aide non rémunérée à des personnes seules

Pourcentage exprimant un sentiment d'appartenance à la communauté très ou passablement profond

Pourcentage de variation globale dans le domaine du dynamisme communautaire de 1994 à 2010



Les Ontariens sont attachés à leur communauté

➤ Plus des deux tiers des Ontariens ont exprimé un profond sentiment d'appartenance à leur communauté locale en 2010, une augmentation par rapport à 60 % en 1994, l'augmentation globale étant de 7,8 %.

La participation à des activités bénévoles organisées est en hausse...

➤ Plus des deux tiers des Ontariens (68,7 %) étaient membres de groupes bénévoles ou d'organismes communautaires ou participaient à leurs activités en 2008. Il s'agit d'une augmentation régulière, alors qu'au milieu des années 1990, c'était la moitié de la population, l'augmentation globale étant de 33,2 %.

... et les Ontariens, particulièrement les femmes, offrent plus d'aide non rémunérée à autrui

➤ 82,7 % des Ontariens, principalement les femmes, ont déclaré qu'ils offraient des soins et de l'aide non rémunérés à des membres de leur famille, des amis et des voisins en 2010, ce qui représente une augmentation de près de 10 % par rapport à 73,2 % en 1994.

Les taux de criminalité sont au plus bas des 17 dernières années

➤ Entre 1994 et 2010, le taux de crimes contre les biens a chuté de 64,3 %, atteignant ses niveaux les plus bas de toute la période.

- Le taux d'infractions avec violence de l'Ontario en 2010 était de 23,9 % inférieur à celui de 1998. Le nombre de crimes violents a diminué presque chaque année depuis 2000, et en 2010, il était à ses niveaux les plus bas depuis 1998.

Les Ontariens se sentent plus en sécurité que jamais...

- Les Ontariens déclarent maintenant qu'ils ont les plus hauts niveaux de sentiment de sécurité personnelle. La proportion d'Ontariens qui se sentent en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit a augmenté, passant de 71,7 % en 1994 à 81,6 % en 2009. La tendance canadienne est presque identique.

... mais la confiance envers autrui a diminué...

- En 2008, seulement la moitié des Ontariens (50,9 %) estimaient pouvoir faire confiance à la plupart des gens ou à beaucoup de gens, comparativement à 59,7 % au début des années 2000. Cela représente un pourcentage de variation de près de 15 % des niveaux de confiance. Cette tendance inquiétante est aussi très semblable à l'indicateur canadien.

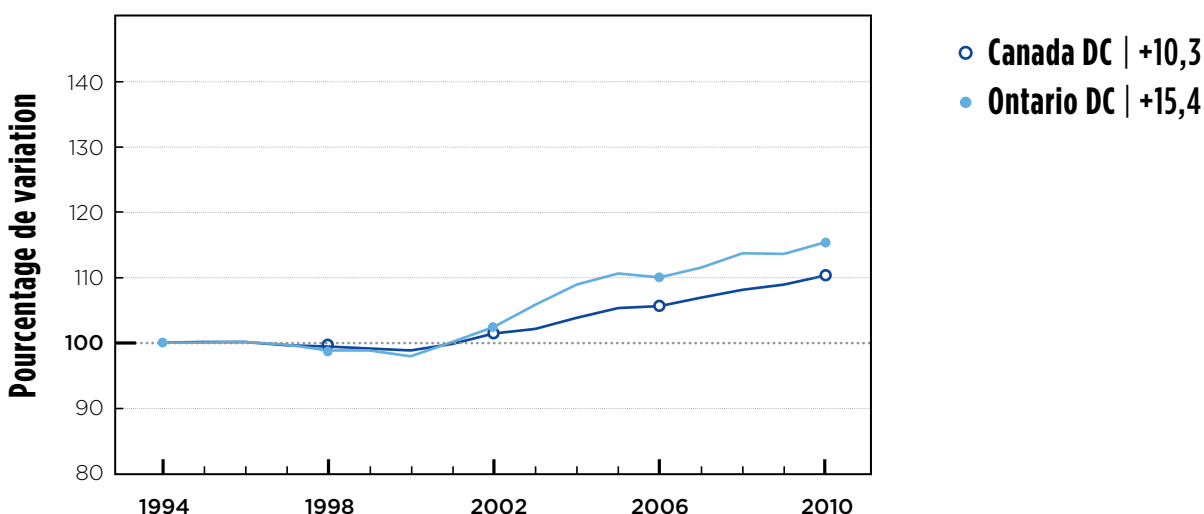
... et nous avons moins d'amis proches.

- Depuis 1996, le pourcentage d'Ontariens déclarant qu'ils ont six amis proches ou plus a diminué, passant de 46,0 % à 35,2 % en 2010. Cette diminution globale de 23,5 % de nos réseaux sociaux suggère que le niveau de soutien sur lequel on peut compter a aussi diminué.

Comparaison avec le Canada

L'augmentation de 15,4 % du dynamisme communautaire en Ontario reflète une plus grande contribution au mieux-être global que l'augmentation de 10,3 % au Canada. On observe cette forte tendance dans presque tous les indicateurs du domaine.

Pourcentage de variation en dynamisme communautaire pour l'Ontario et le Canada de 1994 à 2010



L'augmentation de la participation à des activités organisées était de 5,9 % plus élevée pour l'Ontario (33,2 %) que pour le Canada (27,3 %). Les sentiments de sécurité en Ontario étaient de 3,5 % plus élevés que pour l'indicateur national. Les changements les plus spectaculaires étaient les améliorations importantes relativement aux taux de crimes contre les biens et de crimes violents en Ontario. Ces taux se sont améliorés respectivement de 64,3 % et 23,9 % en Ontario, mais seulement de 48,0 % et 4,9 % au pays.

De façon frappante, les seuls indicateurs où le dynamisme communautaire diminue – en Ontario et au Canada globalement – ont trait à la confiance envers autrui et au nombre d'amis proches que les gens ont. Dans ces domaines, la confiance des Ontariens envers autrui a diminué de 14,7 %, comparativement à la diminution de 13,7 % au pays. Pour ce qui est du pourcentage de personnes ayant six amis proches ou plus, la diminution de 23,5 % de l'Ontario était supérieure à celle de l'ensemble du Canada, qui était de 20,2 %.

Conclusion

Malgré les défis des quelques dernières années, incluant une grave récession et une économie stagnante, les Ontariens se sont unis encore plus afin de renforcer leurs communautés. Les tendances du dynamisme communautaire suggèrent un fort engagement à la valeur fondamentale canadienne de « destin commun » et illustrent la capacité des Ontariens de s'adapter et même de se développer dans un monde en évolution.

Nous avons tant à célébrer relativement à la force du domaine du dynamisme communautaire. Cependant, il est important de reconnaître que, bien que la tendance croissante à offrir des soins et de l'aide non rémunérés aux autres contribue à renforcer le dynamisme communautaire, elle exacerbe aussi la contrainte de temps ressentie par des millions de personnes. Il s'agit d'une tendance qui continuera probablement, compte tenu du vieillissement de la population canadienne. En bénéficiant d'une plus grande accessibilité à des formes de soutien communautaire comme du répit quotidien, des soins aux aînés, des services de garde souples et des dispositions concernant les conditions de travail, ces Ontariens qui offrent du soutien aux autres pourraient apprécier davantage ces relations bienveillantes.

Enfin, la confiance est le fondement d'une société prospère. Nous sommes en sécurité sur nos routes parce que nous nous attendons à ce que les autres respectent le Code de la route. Nous nous attendons à ce que nos enfants soient en sécurité dans leurs écoles et durant leurs activités. Nous nous attendons à être rémunérés équitablement pour le travail que nous accomplissons. Lorsque cette confiance fondamentale est minée, nous constatons que la surveillance s'accroît, la participation diminue et la méfiance s'accroît. Le dynamisme communautaire ne peut pas se développer lorsque la confiance est minée. Les personnes, les employeurs, les organismes et les décideurs doivent trouver des façons de développer, de renforcer et de préserver la confiance afin de maintenir et d'accroître les gains que nous avons constatés dans le dynamisme communautaire.



Populations en santé

Le domaine des populations en santé porte sur le mieux-être physique, mental et social de la population. Il examine l'espérance de vie, le mode de vie et les comportements, ainsi que les circonstances qui ont une incidence sur la santé, sur la qualité des soins de santé et l'accès à ceux-ci et sur les services de santé publique.

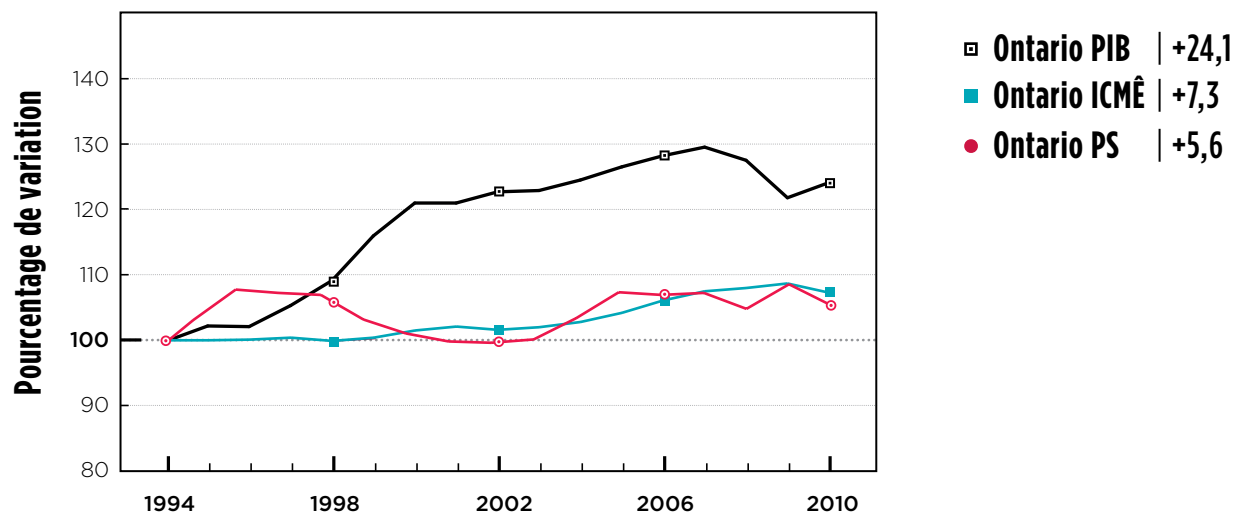
En ce sens il rend compte de la santé globale de la population (« état de santé ») ainsi que des facteurs qui influencent la santé (« déterminants de la santé »). Nous adoptons une perspective large pour les populations en santé parce que les modes de vie et les comportements des personnes sont limités et façonnés par des facteurs sociaux plus larges comme la façon dont les aliments sont distribués et le prix qu'on leur fixe, dont les maisons sont construites et situées, dont le transport urbain est conçu, dont les soins de santé et les services récréatifs sont accessibles et dont nous interagissons avec l'environnement naturel.

Des signes et systèmes complexes

En prenant le pouls de l'Ontario, on constate que notre santé globale s'améliore, mais est-ce suffisant? Par suite d'une diminution inquiétante de la santé des Ontariens à la fin des années 1990 et au début des années 2000, le domaine des populations en santé a connu encore une augmentation et s'est stabilisé à la fin des années 2000. Cela a marqué une augmentation globale de 5,6 % de 1994 à 2010 – légèrement inférieure au gain national de 6,1 %, et très loin de la croissance de 24,1 % du PIB.

Un examen attentif des indicateurs révèle des tendances contradictoires. Les Ontariens sont satisfaits de leurs services de soins de santé, et certains indicateurs – comme la diminution importante du tabagisme chez les adolescents et des taux de dépression – s'améliorent. Cependant, l'augmentation inquiétante des taux de diabète déclaré, la diminution du taux de vaccination contre la grippe ainsi que la diminution de l'état de santé autodéclaré sont une source de préoccupation.

Pourcentage de variation globale dans le domaine des populations en santé de 1994 à 2010



La plupart des Ontariens sont satisfaits de leurs services de soins de santé

- ✓ 88,1 % des Ontariens ont déclaré en 2010 que la qualité des services de santé était soit excellente ou bonne durant cette période de 17 ans. Bien que le taux ait diminué très légèrement, ayant été de plus de 90 % avant 2004, la diminution est minime, compte tenu de l'énorme préoccupation que les Ontariens expriment relativement à l'avenir des soins de santé.

Moins d'Ontariens sont susceptibles d'être dépressifs

- ✓ Globalement, la probabilité de dépression chez les Ontariens a diminué de 7,5 % depuis 1994, la majorité de l'amélioration étant survenue depuis 2001.
- i En 2010, un Ontarien sur 20 (5,3 %) a déclaré une dépression probable. Bien que ce taux soit légèrement inférieur aux niveaux de 1994 (5,7 %), les nombres ont fluctué considérablement au cours des années, les niveaux de dépression les plus bas ayant été signalés à la fin des années 1990, et les plus hauts ayant été signalés au début des années 2000, où le taux a atteint entre 6,5 % et 7,0 %. Bien que ces taux semblent bas, la santé mentale des Ontariens est une source de préoccupation constante.

Beaucoup moins d'adolescents – particulièrement les filles – fument

- i Depuis 1994, il y a eu une diminution drastique du nombre de personnes de 12 à 19 ans déclarant qu'elles fument occasionnellement ou quotidiennement, le taux étant passé de 19,2 % à 9,3 % en 2010. Il s'agit d'une diminution remarquable de 106,5 %.
- i La diminution était encore plus prononcée chez les adolescentes. En 1994, 23,7 % des filles fumaient quotidiennement ou occasionnellement, comparativement à seulement 15,1 % des garçons. Cependant, en 2010, le pourcentage de filles qui fumaient avait baissé à 8,5 %.

Globalement, les Ontariens vivent plus longtemps...

- ❖ Les taux d'espérance de vie en Ontario sont parmi les meilleurs au monde et ont continué de s'améliorer au cours des deux dernières décennies. En moyenne, un Ontarien né en 2009 peut s'attendre à vivre jusqu'à l'âge de 81,5 ans, une augmentation de 4,0 % depuis 1994. Et une personne qui avait 65 ans en 2009 peut s'attendre à vivre encore 20 ans.
- ❖ En Ontario, les femmes vivent plus longtemps que les hommes – 83,6 ans, comparativement à 79,2 ans, en 2009. Mais l'écart entre les hommes et les femmes se rétrécit. L'espérance de vie des hommes a augmenté de 3,6 ans entre 1994 et 2009, comparativement à 2,5 ans pour les femmes.

... mais 10 % d'entre eux ne se sentent pas aussi en santé qu'avant.

- ❖ Le pourcentage d'Ontariens qui se considèrent en très bonne ou en excellente santé a atteint un sommet en 1998, à 69,7 %, et a ensuite diminué considérablement, étant à peine de 57,3 % en 2003. L'autoévaluation de la santé a rebondi légèrement en 2005, à 60,8 %, où elle est demeurée – respectable, mais elle est toujours bien en deçà des niveaux antérieurs à 2000.

Les taux de vaccination contre la grippe se sont effondrés...

- ❖ En 2001, plus des trois quarts des Ontariens (76,6 %) se faisaient vacciner contre la grippe – une augmentation de 31,8 % par rapport à 1994. Ensuite, malgré les campagnes de publicité du gouvernement, les taux d'immunisation ont chuté à seulement la moitié (50,1 %) en 2010.
- ❖ La chute, qui est la plus importante chez les jeunes adultes et les adultes d'âge moyen, a commencé en 2001.

... et le diabète est en forte hausse, particulièrement chez les hommes.

- ❖ Les taux déclarés de diabète ont augmenté de près de deux fois et demie de 1994 à 2010 – de 3,0 % de la population de l'Ontario en 1994 à 7,2 % en 2010.
- ❖ En 2010, beaucoup plus d'hommes (8,7 %) que de femmes (5,8 %) ont déclaré être atteints du diabète, ce qui a inversé le modèle connu en 1994, lorsque plus de femmes (3,3 %) que d'hommes (2,7 %) avaient déclaré être atteints du diabète.

Comparaison avec le Canada

La tendance des populations en santé pour l'Ontario est très semblable à celle de l'ensemble du Canada. La province a connu une augmentation globale de 5,6 %, comparativement à 6,1 % pour l'ensemble du pays. Cependant, l'Ontario a suivi des voies grandement divergentes pour atteindre des résultats semblables.

L'Ontario était très semblable à l'ensemble du Canada sur trois plans : une espérance de vie croissante, une légère diminution de l'autodéclaration d'une santé « très bonne ou excellente » ainsi qu'une augmentation inquiétante de l'incidence du diabète.

Pourcentage de variation en populations en santé pour l'Ontario et le Canada de 1994 à 2010



Populations en santé

Indicateurs suivis de 1994 à 2010

Pourcentage se déclarant en excellente ou très bonne santé

Pourcentage se déclarant atteints du diabète

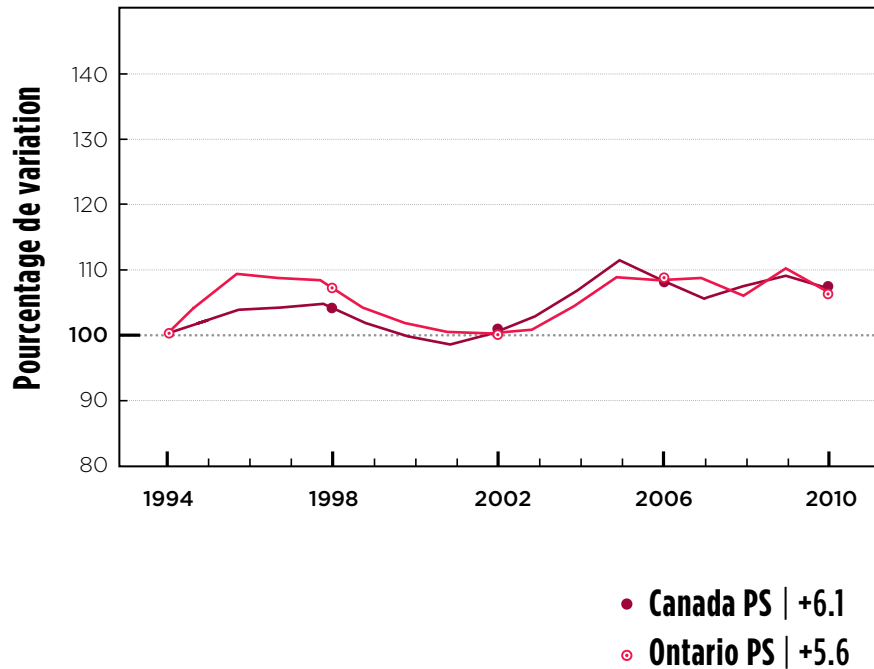
Espérance de vie à la naissance, en années

Pourcentage de fumeurs quotidiens ou occasionnels chez les adolescents de 12 à 19 ans

Pourcentage souffrant d'une dépression probable

Pourcentage évaluant les services de santé aux patients comme excellents ou bons

Pourcentage d'adultes se faisant vacciner contre la grippe



La diminution des taux de tabagisme chez les adolescents est une histoire de réussite à l'échelle nationale, mais particulièrement en Ontario, où le tabagisme chez les personnes de 12 à 19 ans a diminué de 21,5 % de plus que dans l'ensemble du Canada. Les taux de dépression en Ontario ont aussi diminué de 7,5 % depuis 1994, alors qu'ils ont en fait augmenté de 3,6 % dans l'ensemble du Canada.

En revanche, même si la satisfaction de la qualité des services de santé demeure passablement élevée en Ontario, elle a diminué de près de 3 %, alors qu'elle a augmenté de 4,6 % dans l'ensemble du Canada. Une source de préoccupation peut-être plus grande est la diminution importante du pourcentage d'Ontariens qui déclarent se faire immuniser contre la grippe – en baisse de 13,8 % depuis 1994 – comparativement à une augmentation de 11,1 % dans l'ensemble du pays au cours de la même période.

Conclusion

Bien qu'une augmentation dans le domaine des populations en santé soit positive, il s'agit d'un gain modeste dans un domaine qui est crucial pour notre mieux-être individuel et collectif. Le gain cache aussi des symptômes inquiétants qui doivent être abordés. Comme l'a écrit le poète romain Virgil : « La santé est la plus grande richesse. » Cela tient pour les personnes et les communautés. On ne peut pas sous-estimer les liens entre la santé des Ontariens et d'autres domaines du mieux-être global. Sans la santé, les gens ne peuvent pas s'engager pleinement auprès de leurs familles ni dans leur communauté, notre démocratie, leurs loisirs ou leur travail ou encore dans la poursuite d'un apprentissage tout au long de la vie.

Nous avons tous un rôle à jouer pour nous assurer que l'Ontario est plus en santé. Les personnes ont la responsabilité de prendre soin d'elles-mêmes de façon proactive, en adoptant des régimes alimentaires sains, en faisant de l'exercice et en se faisant immuniser. Les communautés ont une responsabilité semblable, en assurant l'accès à des aliments nutritifs, en maintenant des environnements de vie de qualité ainsi qu'en créant des conditions qui favorisent la santé de la population. Des défis plus grands et collectifs, comme le vieillissement de la population, la montée en flèche du diabète ainsi que des défis continus en santé mentale, nécessitent des solutions de politiques publiques plus larges.

Les politiques visant à relever ces défis doivent aussi aborder les disparités concernant l'état de santé de nombreuses personnes dans nos communautés. Nous devons combler ces écarts afin de nous assurer que tous les Ontariens ont un accès égal à notre système de soins de santé et en tirent des résultats positifs. Une partie de la solution repose sur la reconnaissance que la santé va au-delà des soins primaires. Elle est une fonction des modes de vie et des comportements individuels ainsi que de notre environnement social et physique. Comme le conclut la Commission des déterminants sociaux de la santé de l'Organisation mondiale de la Santé⁹, des mesures de justice sociale et d'équité s'imposent, comme la réduction de la pauvreté ainsi qu'un meilleur accès aux soins de santé, aux médicaments et à du logement abordable.

⁹ Commission des déterminants sociaux de la santé. (2008). *Comblent le fossé en une génération : Instaurer l'équité en santé en agissant sur les déterminants sociaux*. Rapport final de la Commission des déterminants sociaux de la santé. Genève, Suisse : Organisation mondiale de la Santé.



Participation démocratique

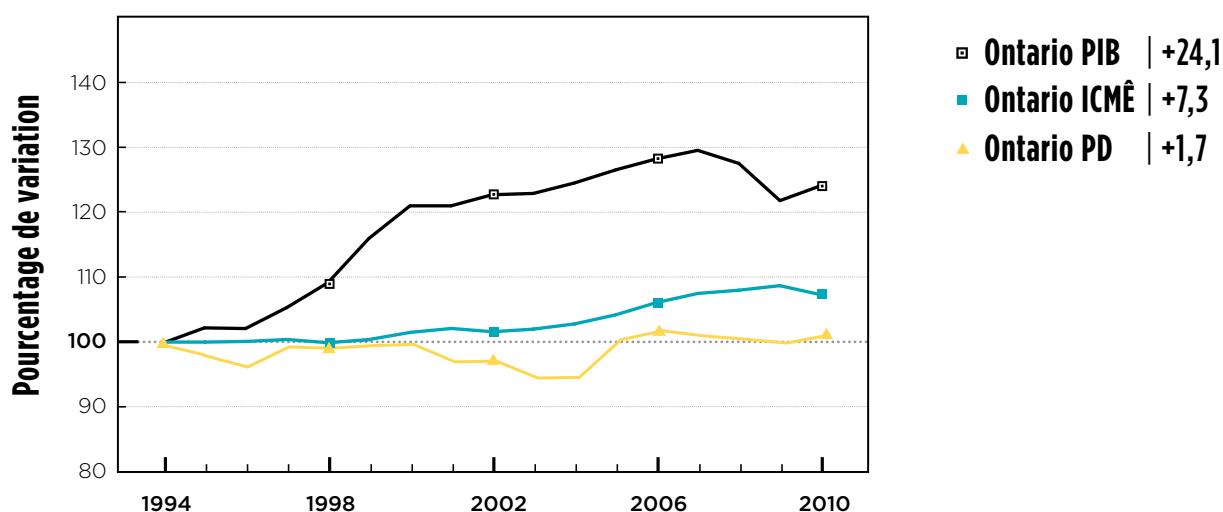
La participation démocratique signifie d'être engagé dans l'avancement de la démocratie par l'entremise d'institutions, d'organisations et d'activités politiques. Une société qui jouit d'un haut niveau de participation démocratique est une société où les citoyens participent à des activités politiques, expriment des points de vue politiques et favorisent les connaissances en matière de politique; les gouvernements créent des relations, de la confiance, des responsabilités partagées ainsi que des possibilités de participation avec les citoyens; les valeurs démocratiques sont appuyées par les citoyens, le gouvernement et la société civile aux échelles locale, nationale et mondiale.

Une démocratie saine a besoin de citoyens qui estiment que leur vote compte, sont informés, participent, débattent et font des représentations. Elle a besoin que les gouvernements, à tous les paliers, soient transparents, inclusifs, consultatifs et dignes de confiance.

Ambivalence relativement à la démocratie

Globalement, la participation démocratique en Ontario a chuté de 1994 à 2004, s'est améliorée en 2005 et stagne depuis ce temps. La faible augmentation globale de la participation démocratique en Ontario (en hausse de 1,7 %) entre 1994 et 2010 était nettement inférieure à l'augmentation qu'a connue l'ensemble du Canada (7,0 %). Pour presque chacun des indicateurs de la participation démocratique, l'Ontario révélait des niveaux de mieux-être inférieurs à ceux de l'ensemble du Canada. En plus des fluctuations durant la période de 17 ans, les tendances contradictoires concernant divers facteurs en Ontario ont eu des répercussions sur notre engagement au processus démocratique.

Pourcentage de variation globale dans le domaine de la participation démocratique de 1994 à 2010



Trois Ontariens sur quatre sont satisfaits de la démocratie canadienne...

- ✓ Globalement, la satisfaction des Ontariens envers la démocratie canadienne a augmenté de 16,9 % depuis 1994.
- ✓ Le pourcentage d'Ontariens qui étaient « très satisfaits » ou « plutôt satisfaits » de la façon dont la démocratie fonctionne au Canada a diminué pour atteindre un niveau historiquement bas de 61,1 % en 2004, après avoir atteint le niveau élevé de 75,7 % en 2000. En 2010, les niveaux de satisfaction s'étaient presque complètement rétablis.

... mais ils font moins confiance au Parlement fédéral que les autres Canadiens.

- ✓ Moins de la moitié des Ontariens font « plutôt confiance » ou « très confiance » au Parlement fédéral, et leur confiance est passée de 48,2 % en 2003 à son niveau le plus bas, soit 45,2 %, en 2010. Cela représente une diminution de 6,2 % en Ontario, comparativement à une diminution de 2,6 % à l'échelle nationale.

Plus d'Ontariens s'intéressent à la politique...

- ✓ Le pourcentage d'Ontariens qui déclaraient « ne pas s'intéresser à la politique » est passé de 8,9 % au milieu des années 1990 à 7,1 % en 2010.

... et croient qu'ils ont le devoir de voter...

- ❗ Même si, dans l'Étude sur les élections canadiennes de 2008, 84,2 % des Ontariens indiquaient qu'ils estimaient avoir le devoir de voter aux élections fédérales, seulement 58,6 % se sont en fait présentés aux urnes à l'élection fédérale de cette année-là.

... mais moins d'entre eux votent.

- ❗ Des taux élevés de 65,6 % et 66,6 % aux élections fédérales de 1997 et 2006 respectivement, la participation électorale a chuté à ses niveaux les plus bas de 58,0 % en 2000 et de 58,6 % en 2008. Globalement, il y a eu une diminution de 10,7 % de la participation des Ontariens aux élections fédérales depuis 1994.

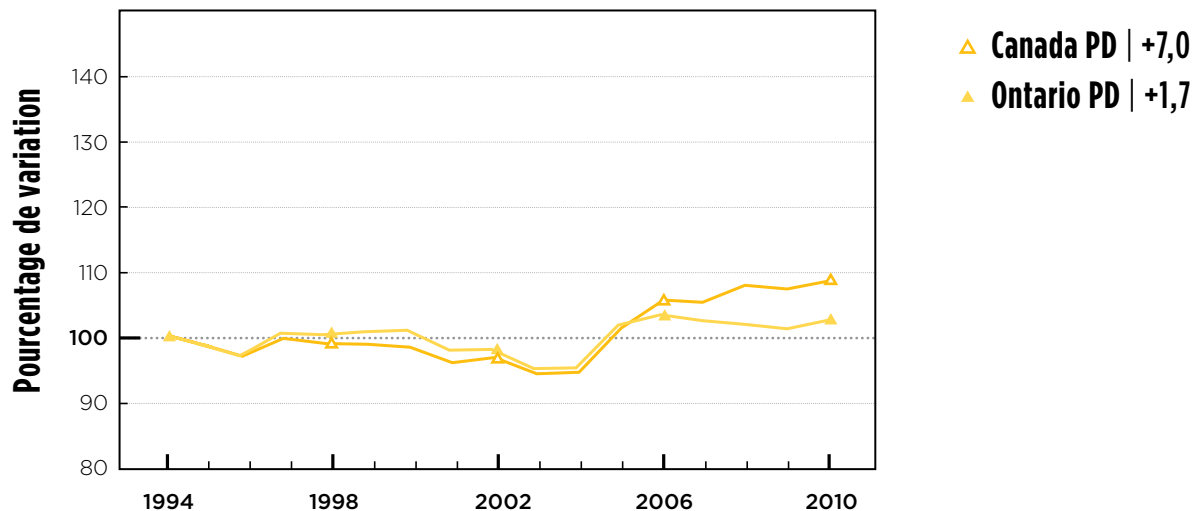
Les femmes sont toujours considérablement sous-représentées à Queen's Park

- ❗ De 1994 à 2010, les femmes ont continué d'être sous-représentées au Parlement de l'Ontario. Durant cette période, le pourcentage de députées provinciales a diminué, passant du taux élevé de 25,4 % en 2004 à seulement 19,8 % en 2008 – une chute de près d'un quart en à peine quatre ans. Durant la même période, la représentation des femmes à la Chambre des communes fédérale a bondi de près de 25 %.

Comparaison avec le Canada

La faible augmentation de la participation démocratique en Ontario (1,7 %) entre 1994 et 2010 était nettement inférieure à l'augmentation survenue dans l'ensemble du Canada (7,0 %). L'Ontario a suivi les tendances nationales jusqu'en 2006, mais a ensuite commencé à accuser une lente diminution.

Pourcentage de variation en participation démocratique pour l'Ontario et le Canada de 1994 à 2010



Pour presque chaque indicateur, l'Ontario a révélé des niveaux inférieurs de mieux-être que ceux de l'ensemble du Canada. Depuis 2004, les Ontariens ont montré une augmentation marquée de leur intérêt pour la politique (25,4 %) et de leur satisfaction de la façon dont la démocratie fonctionne au Canada (16,9 %), mais toujours dans une mesure moindre que pour tous les Canadiens (31,1 % et 18,5 % respectivement). Même si les gens disent qu'ils s'intéressent davantage à la politique et prétendent qu'ils sont satisfaits, leur niveau de confiance envers le Parlement fédéral a diminué de 6,2 % en Ontario et de 2,6 % à l'échelle nationale depuis le début des années 2000.

L'écart entre les paroles et les actes est aussi évident pour ce qui est du comportement des électeurs. Le pourcentage des personnes estimant résolument que chaque citoyen a le devoir de voter aux élections fédérales a augmenté plus au Canada (10,8 %) qu'en Ontario (7,1 %). Malgré cela, la participation électorale aux élections fédérales demeure une statistique sombre de façon généralisée, la diminution étant de 10,7 % en Ontario, et le Canada ayant connu une diminution encore plus forte de 11,8 %.

Un fait peut-être encore plus inquiétant est que le nombre de femmes au Parlement provincial a diminué entre 1994 et 2010 (une baisse de 2,0 %), alors qu'au Parlement fédéral, la représentation des femmes a augmenté de près du quart (24,4 %). Selon le Rapport mondial sur les disparités entre les sexes de 2013 du Forum économique mondial, le Canada se classe toujours au 20e rang internationalement en matière d'égalité des sexes et est descendu au 42e rang (alors qu'il était au 36e rang en 2010) en matière d'autonomisation politique, malgré qu'il se classe à égalité au premier rang sur le plan du niveau de scolarité.¹⁰



Participation démocratique

Indicateurs suivis de 1994 à 2010

Pourcentage de participation au scrutin aux élections fédérales

Pourcentage qui ne s'intéressent aucunement à la politique

Pourcentage estimant fortement que chaque citoyen a le devoir de voter aux élections fédérales

Pourcentage déclarant être très ou plutôt satisfaits du fonctionnement de la démocratie au Canada

Pourcentage ayant très confiance ou plutôt confiance au Parlement fédéral

Ratio entre les électeurs inscrits et admissibles

Pourcentage de femmes siégeant au Parlement

Pourcentage du revenu national brut consacré à l'aide au développement officielle nette

¹⁰ Hausmann, R., Tyson, L.D., Bekhouche, Y., & Zahidi, S. (2013). *The global gender gap report 2013*, Genève, Suisse : Forum économique mondial. Consulté à l'adresse : <http://www.weforum.org/issues/global-gender-gap>

Conclusion

Bien que les Ontariens représentent près de 40 % de la population canadienne, ils sont de plus en plus ambivalents et désengagés envers le processus démocratique. Une confiance inférieure envers le Parlement fédéral, une diminution de la participation électorale ainsi qu'une sous-représentation tenace des femmes en politique électorale sont des tendances persistantes qui ne cadrent pas avec l'intérêt envers la politique, le sentiment plus fort du devoir de voter et le nombre plus élevé d'électeurs inscrits.

Apparemment, l'intérêt des Ontariens envers la démocratie est supérieur à leur engagement réel en celle-ci. Le défi semble être de trouver la façon de traduire leurs croyances et leur intérêt en actes, de sorte qu'ils estiment avoir un rôle plus important à jouer dans l'avenir de notre province et notre pays. À l'élection fédérale de 2011, l'Ontario a maintenu une note de passage timide en ayant une participation électorale de 57,6 %. Et alors que cette participation diminue dans tous les groupes d'âge, c'est chez les jeunes de 18 à 24 ans qu'on trouve le taux le plus bas, à moins de 40 %. Or, la participation électorale de ce groupe d'âge est d'une importance capitale, puisque ces jeunes électeurs commencent le cas échéant à exercer leur droit de vote à un âge moyen beaucoup plus avancé. Cela signifie que le taux de participation pourrait continuer de chuter avec le renouvellement de la population d'électeurs admissibles. L'intégration des jeunes à la politique et au débat politique constitue un apport important à leur comportement d'électeur futur, et elle devrait faire partie intégrante de leur éducation. De plus, les représentants élus devraient voir ces tendances comme un appel à l'action et prendre des mesures immédiates pour stopper l'érosion de la confiance envers le parlement fédéral et rétablir la confiance, qui est l'assise même des représentants élus.

L'intérêt, la participation et la confiance accrues des électeurs pourraient aussi contribuer à attirer plus de candidats dans l'arène politique – incluant plus de femmes. Bien que le nombre de femmes élues à des fonctions publiques ait légèrement augmenté en 2011, 30 femmes ayant été élues à Queen's Park, ce qui représente 28,0 % des membres de la législature, et 76 femmes ayant été élues à la Chambre des communes (24,7 %), les femmes sont très loin d'une représentation égale.¹³ Bien que les femmes soient moins représentées globalement, le nombre de femmes agissant actuellement à titre de dirigeantes provinciales ou territoriales constitue un signe encourageant.

Afin d'écrire un scénario de l'avenir de l'Ontario qui comprend un mieux-être accru, dans tous les aspects, nous avons besoin d'un débat politique passionné et éclairé. La participation démocratique va au-delà du fait de voter. Elle consiste à influencer la vision de la société pour une meilleure qualité de vie et pour des politiques qui nous aident à la réaliser.

¹¹ Élections Canada. (2012). *Estimation du taux de participation par groupe d'âge et par sexe à l'élection générale fédérale de 2011*, Centre de ressources. Élections Canada, Ottawa, ON. Consulté à l'adresse : <http://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir-rec/part/estim/41ge&document=report41&lang=f>

¹² Pammett, J.H., & LeDuc, L. (2003). La problématique du déclin de la participation électorale chez les jeunes. *Perspectives électorales*, 5(2), 3-8. Consulté à l'adresse : http://www.elections.ca/res/eim/article_search/article.asp?id=47&lang=f&frmpagesize

¹³ À voix égales. (octobre 2011). *Thirty women MPPs elected in Ontario*. Consulté à l'adresse : http://www.equalvoice.ca/speaks_article.cfm?id=534



Environnement

L'environnement est l'assise sur laquelle les sociétés humaines sont construites. À une échelle plus large, il comprend la prévention du gaspillage et des dommages tout en assurant la revitalisation de la qualité et de la durabilité de toutes nos ressources.

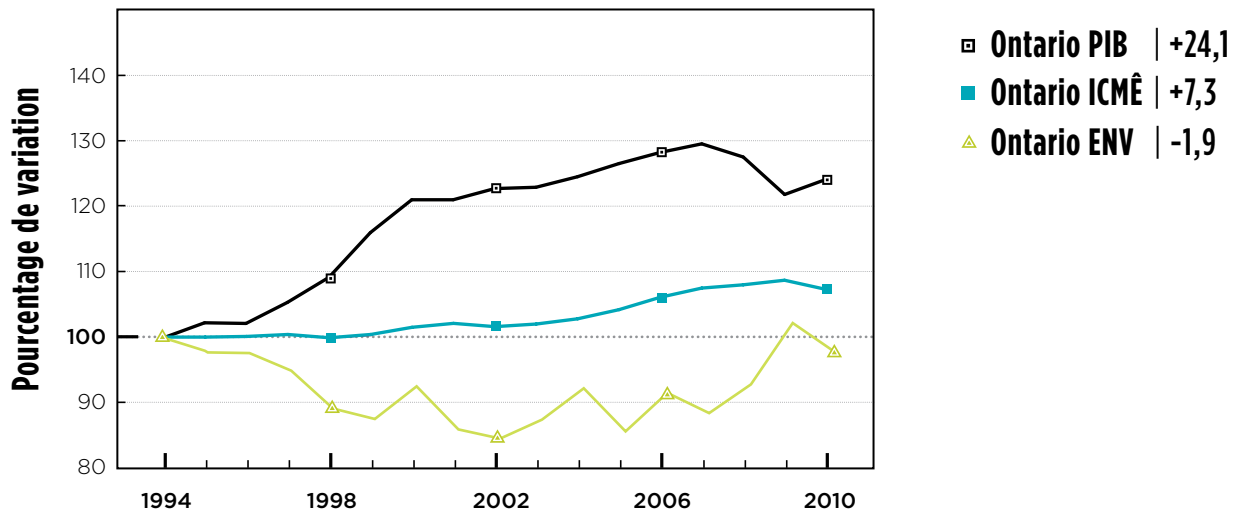
L'environnement est l'assise de toutes les sociétés humaines et la source de notre mieux-être soutenu, bien que nous le tenions souvent pour acquis. Il est la base de notre santé, de nos collectivités et de notre économie. Malgré son importance fondamentale et l'abondance des ressources naturelles qu'il offre au Canada, nous négligeons souvent d'apprécier les services des divers écosystèmes fournis par la nature qui maintiennent le mieux-être des humains. En fait, notre mieux-être est-il à ce point formidable si nous ne pouvons pas respirer d'air ou boire de l'eau?

Le défi des données

Dans le rapport national de l'ICMÉ¹⁴, on utilise les mesures de production d'énergie, de l'apport d'eau, de l'intégrité de l'écosystème marin et de notre empreinte écologique, ainsi que l'indice Planète vivante canadien pour indiquer le rôle que joue l'environnement dans notre mieux-être. Comme ces mesures ne sont pas disponibles à l'échelle provinciale, les données de comparaison sont limitées dans le présent rapport. Cependant, les mesures des émissions de gaz à effet de serre (GES) ainsi que des niveaux d'ozone troposphérique (au niveau du sol) sont disponibles pour l'Ontario et le Canada – des mesures qui sont peut-être les plus cruciales parce qu'elles reflètent la santé de l'environnement et son incidence sur notre santé. Aussi, bien que le portrait de la mesure dans laquelle les Ontariens se portent bien relativement à leur environnement ne soit pas aussi précis que dans les autres domaines, il reflète tout de même les tendances précises de ces deux indicateurs importants, et les résultats sont très comparables aux tendances nationales globales.

¹⁴ Indice canadien du mieux-être. (2012). *Comment les Canadiennes et les Canadiens se portent-ils véritablement?* Le rapport 2012 de l'ICMÉ. Waterloo, ON : L'Indice canadien du mieux-être et l'Université de Waterloo.

Pourcentage de variation globale dans le domaine de l'environnement de 1994 à 2010



Peu de progrès pour la planète

De tous les domaines composant le cadre de l'ICMÉ, seuls les domaines Environnement ainsi que Loisir et culture ont connu des diminutions globales durant la période de 17 ans. Globalement, le domaine de l'environnement a connu une diminution de près de 2 % en Ontario entre 1994 et 2010. Bien que ce résultat soit meilleur que la diminution nationale de 7,8 % dans ce domaine, les tendances des émissions de GES et des niveaux d'ozone troposphérique sont loin des niveaux dont nous avons besoin pour relever les défis du changement climatique.

Cependant, on constate des signes prometteurs dans ces tendances depuis 2005. Particulièrement, les émissions de GES ont chuté considérablement en Ontario après 2008, et les Ontariens collaborent.

Le smog s'accroît...

📌 L'ozone troposphérique – ou smog – s'est accru, passant de 40,22 ppm en 1994 à 43,12 ppm en 2010 en Ontario, ce qui représente une augmentation de 6,7 % durant la période de 17 ans. Ces niveaux croissants sont préoccupants en raison de leur incidence directe sur notre santé et sur l'environnement.

... et les émissions de GES demeurent élevées...

📌 Globalement, les émissions de GES absolues en Ontario ont diminué de 2,9 % de 1994 à 2010, en grande partie grâce à une diminution de 14,9 % entre 2007 et 2010. Ce qui est particulièrement encourageant est qu'en 2009, les émissions de GES ont chuté sous les niveaux de 1994 pour la première fois. Cependant, en 2010, les émissions de GES ont recommencé à augmenter.

📌 En 2010, plus de 60 % des émissions de GES à l'échelle nationale provenaient du transport (24,0 %), des industries de combustibles fossiles (22,3 %) et de la production d'électricité par l'entremise des services publics (14,3 %).

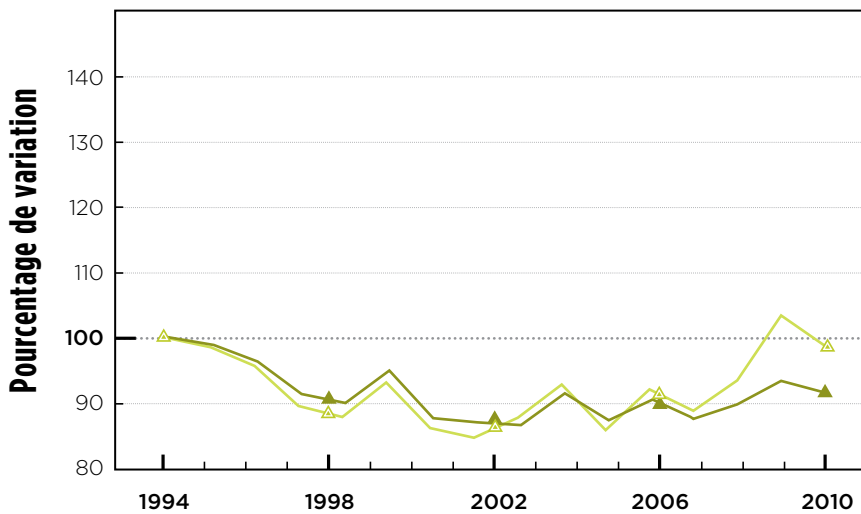
...mais les Ontariens collaborent.

📌 Les émissions résidentielles sont demeurées relativement stables à à peine 6 % des émissions de GES totales au cours de la période de 17 ans de 1994 à 2010. Contrairement à de nombreux autres secteurs, les émissions résidentielles avaient diminué de 1,4 % en 2010.¹⁵

Comparaison avec le Canada

L'Ontario a connu de meilleures améliorations dans le domaine de l'environnement, comparativement à l'ensemble du Canada. Bien que la santé de l'environnement ait diminué de 1,9 % globalement en Ontario entre 1994 et 2010, cette diminution n'était pas aussi grave que celle qu'a connue l'ensemble du Canada, soit 7,8 %.

Pourcentage de variation en environnement pour l'Ontario et le Canada de 1994 à 2010



▲ **Canada ENV** | -7,8

▲ **Ontario ENV** | -1,9



Environnement

Indicateurs suivis de 1994 à 2010

Ozone troposphérique (population pondérée en parties par milliard)

Émissions absolues de gaz à effet de serre (GES), en mégatonnes de CO2 par année

¹⁵ Environnement Canada. (2012). Rapport d'inventaire national 1990–2010 : Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada - Sommaire. Ottawa, ON : Environnement Canada. Consulté à l'adresse : <http://www.ec.gc.ca/publications/default.asp?lang=Fr&xml=A91164E0-7CEB-4D61-841C-BEA8BAA223F9>

Depuis 1994, l'ozone troposphérique a augmenté légèrement plus en Ontario (6,7 %) que dans l'ensemble du Canada (5,7 %). L'Ontario étant le siège de la majorité du secteur manufacturier du Canada, cette augmentation légèrement supérieure de l'ozone troposphérique n'est peut-être pas surprenante, mais elle demeure une préoccupation pour la santé des Ontariens.

L'Ontario est l'une des deux seules provinces, avec le Québec, qui a connu une diminution globale de ses émissions de GES, comparativement aux niveaux de 1990. Les réductions d'émissions de GES ont eu lieu seulement depuis 2007 en Ontario, et elles demeurent beaucoup plus élevées que partout ailleurs au pays, sauf en Alberta.¹⁶ Ensemble, ces deux provinces sont responsables de près de 60 % des émissions de GES totales au pays.¹⁷

Conclusion

Tout ne va pas si bien lorsqu'il s'agit de l'environnement, où les tendances dressent un portrait qui se détériore grandement. Bien que des processus industriels plus efficaces, une économie fondée davantage sur les services et une production d'énergie plus propre soient des tendances positives¹⁸, l'absence de progrès réels durant la période de 17 ans est toujours inquiétante. Les choix que nous faisons en matière de protection, de gestion et de restauration de notre environnement ne détermineront pas que l'état de nos terres et de nos plans d'eau; ils détermineront aussi notre mieux-être actuel et futur en tant que Canadiens.

Nous pouvons voir et ressentir l'incidence de la détérioration de l'environnement. Des trajets domicile-travail plus longs augmentent l'ampleur des embouteillages et des émissions. Le smog qui en découle est directement lié à la santé humaine – comme les problèmes respiratoires – et à la détérioration des écosystèmes.

Compte tenu de l'accroissement de la population mondiale ainsi que de sa demande vorace et grandissante pour notre capital naturel, il est crucial que les personnes, les industries et les leaders gouvernementaux évaluent non seulement les avantages, mais aussi les conséquences, de l'exploitation des ressources fournies par l'environnement. Nous devons trouver des moyens de nous assurer que les gains réalisés dans l'économie ne soient pas au détriment de l'environnement. Notre mieux-être dépend des mesures audacieuses individuelles et collectives que nous adoptons pour inverser ces tendances négatives.

Le fait d'avoir plus de données accessibles et fiables pour de nombreux indicateurs du domaine de l'environnement – aux échelles nationale et provinciale – rendrait nos observations sur les tendances globales en Ontario encore plus solides. Le fait d'avoir de telles données ne ferait pas que préciser le portrait de l'environnement en Ontario et dans toutes les autres provinces; il permettrait aussi d'avoir un portrait plus complet de notre mieux-être.

¹⁶ Environnement Canada. (2014). *Émissions de gaz à effet de serre par province et territoire*. Consulté à l'adresse : <https://www.ec.gc.ca/indicateurs-indicators/default.asp?lang=Fr&n=18F3BB9C-1>

¹⁷ Environnement Canada. (2013). *Rapport d'inventaire national 1990–2011 : Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada - Sommaire*. La soumission canadienne 2013 concernant la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ottawa, ON : Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : <https://www.ec.gc.ca/Publications/default.asp?lang=Fr&xml=A07ADAA2-E349-481A-860F-9E2064F34822>

¹⁸ Environnement Canada. (2013). *Émissions de gaz à effet de serre par personne et par unité de produit intérieur brut*. Consulté à l'adresse : <https://www.ec.gc.ca/indicateurs-indicators/default.asp?lang=Fr&n=79BA5699-1>



Loisir et culture

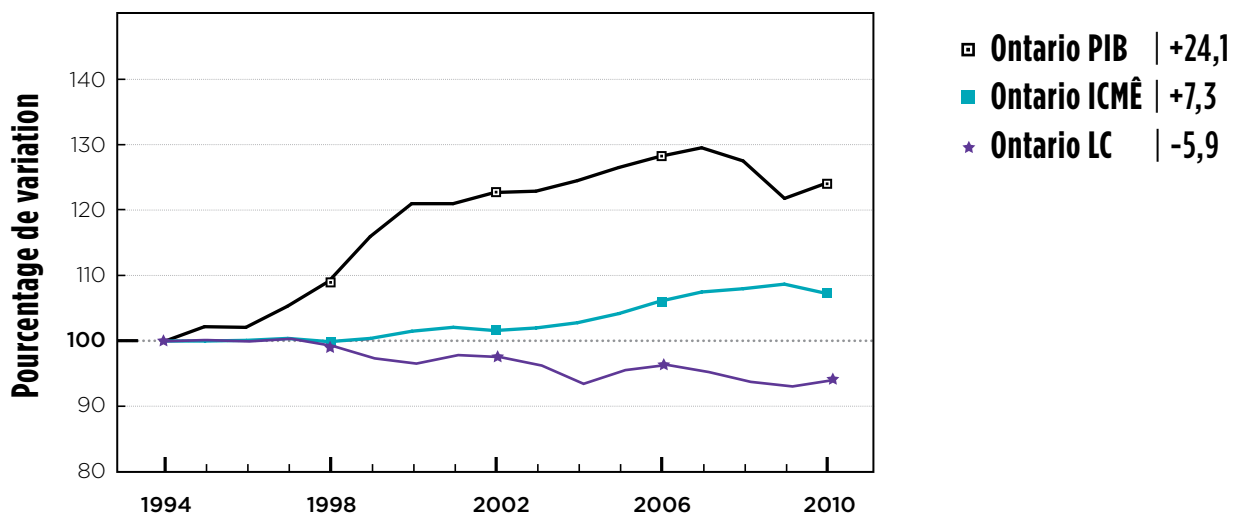
En participant à des activités de loisirs et culturelles, qu'il s'agisse des arts, de la culture ou des loisirs, nous contribuons globalement à notre mieux-être en tant que personnes, que communautés et que société. La multitude d'activités et de possibilités que nous poursuivons et apprécions favorisent notre satisfaction à l'égard de la vie ainsi que notre qualité de vie globales. En tant que formes d'expression humaine, elles nous aident à définir pleinement nos vies, ainsi que le sens que nous lui donnons et, ultimement, à définir notre mieux-être.

Cela tient pour toute la durée de nos vies et pour tous les groupes sociaux, tous les âges et les deux sexes. L'incidence de la participation à des activités de loisirs et culturelles est encore plus forte pour les membres des groupes marginalisés, comme les personnes ayant des incapacités, les personnes vivant dans la pauvreté et les minorités.

Où sont passés tous ces bons moments?

Le domaine du loisir et de la culture est le seul autre domaine en Ontario que l'environnement à avoir connu une diminution globale depuis 1994, soit 5,9 %. Les tendances positives incluent une participation accrue à des activités physiques ainsi qu'une légère prolongation des vacances. Cependant, une plus faible participation à des loisirs sociaux et aux arts, des taux inférieurs de bénévolat et les dépenses du ménage décroissantes dans le domaine deviennent de plus en plus préoccupants pour notre mieux-être s'ils ne sont pas inversés bientôt.

Pourcentage de variation globale dans le domaine du loisir et de la culture de 1994 à 2010



Les Ontariens, particulièrement les femmes, socialisent moins qu'il y a 17 ans...

- En 2010, les Ontariens avaient consacré en moyenne 4,4 % moins de temps à participer à des activités de loisirs sociaux la veille qu'ils l'avaient fait en 1994. Cette diminution représente de 30 à 40 minutes chaque semaine que nous ne consacrons pas à socialiser avec des amis et des membres de la famille. Depuis 2005, la participation à des activités de loisirs sociaux a commencé lentement à augmenter, mais demeure sous les niveaux de 1994.
- Les femmes passent une plus grande partie de leur temps à socialiser que les hommes, mais la diminution de la participation était ressentie presque entièrement par les femmes, qui ont connu une diminution de 7 % de leurs loisirs sociaux, alors que celle des hommes était de moins de 1 %.

... et consacrent moins de temps aux activités artistiques et culturelles.

- Le temps consacré à des activités artistiques et culturelles a diminué de près de 12 % entre 1994 et 2005. Bien que ce taux ait augmenté après 2005, en 2010, la participation était toujours de 2,6 % inférieure aux niveaux de 1994.
- Comme dans le cas des loisirs sociaux, les femmes ont consacré plus de temps à des activités artistiques et culturelles. Cependant, la diminution de la participation des femmes – en baisse de près de 4 % – contribue presque entièrement à la diminution chez les Ontariens.

À part les aînés, les Ontariens consacrent moins d'heures de bénévolat à la culture et aux loisirs

- Entre 2007 et 2010, le pourcentage d'Ontariens ayant fait du bénévolat a légèrement augmenté, passant de 47 % à 48 %.¹⁹ Malgré cela, le temps consacré au bénévolat pour des organismes voués à la culture et aux loisirs a diminué en moyenne de près de 10 heures annuellement, passant de 49,7 heures en 1994 à 40,0 heures en 2010. Malgré cette diminution, les hommes consacraient toujours en moyenne 15 heures de bénévolat de plus que les femmes chaque année entre 1994 et 2010.

¹⁹ Vézina, M., & Crompton, S. (2012). *Le bénévolat au Canada*. Catalogue de Statistique Canada no 11-008-X, Tendances sociales canadiennes. Consulté à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-008-x/2012001/article/11638-fra.htm>

- ❖ La diminution du temps de bénévolat se reflétait dans tous les groupes d'âge sauf chez les Ontariens âgés de plus de 65 ans, qui ont en fait connu une augmentation de 11,5 % de leur temps de bénévolat.

L'assistance aux représentations des arts de la scène a diminué...

- ❖ L'assistance aux représentations des arts de la scène n'a pas été uniforme au cours des années 2000. Entre 2004 et 2006, l'assistance moyenne par représentation a augmenté de plus de 10 %, et pourtant, deux ans plus tard, elle chutait de près de 12 %, sous les niveaux de 1994. La diminution de 2006 à 2008 – avant même le début de la récession – représentait un membre de l'auditoire sur quatre aux représentations des arts de la scène. L'assistance a commencé à rebondir lentement, mais elle a diminué de 8,1 % globalement entre 1994 et 2010.

... globalement les dépenses affectées à la culture et aux loisirs diminuent...

- ❖ Les dépenses des Ontariens affectées à la culture et aux loisirs ont aussi diminué considérablement après 2006. Bien qu'il ait augmenté régulièrement durant la première partie de la décennie, le pourcentage du revenu total des ménages ontariens affecté à la culture et aux loisirs a diminué de 4,5 % de 1994 à 2010. La diminution a eu lieu indépendamment du fait que le revenu des ménages ait augmenté ou diminué.
- ❖ Il s'agit d'une tendance inquiétante puisque de telles dépenses représentent quelque chose que les Ontariens – et tous les Canadiens – ont traditionnellement protégé même dans des périodes économiques difficiles.

... et les jeunes sont les plus touchés

- ❖ Tous les groupes d'âge ont connu des diminutions variant entre 2 % et 2,5 % de leurs dépenses annuelles du ménage affectées à la culture et aux loisirs. Les Ontariens âgés de moins de 25 ans sont la seule exception. Dans leur cas, ces dépenses ont diminué beaucoup plus; elles ont en fait chuté, passant de près de 27 % de leur revenu du ménage total en 1997 à 20,6 % en 2010. Cette diminution est plus de trois fois supérieure à celle de presque tous les autres groupes d'âge. En revanche, alors que plus de baby-boomers prennent leur retraite, il semble y avoir une faible tendance à la hausse dans les dépenses qu'ils consacrent à la culture et aux loisirs.

De façon plus positive, de nombreux Ontariens sont physiquement actifs presque tous les jours

- ❖ La participation à des activités physiques durant plus de 15 minutes a augmenté régulièrement, passant de 21 à 27 fois par mois entre 1994 et 2005. Elle a plafonné à environ 26 fois par mois après 2006, l'augmentation étant de 21,5 %.
- ❖ Bien que les adultes plus âgés de l'Ontario aient connu des tendances semblables relativement à leur participation à des activités physiques entre 1994 et 2010, ils participent à ces activités à des niveaux bien moindres que tous les autres groupes d'âge.

Les Ontariens prennent des vacances légèrement plus longues...

- ❖ Le nombre moyen de nuits que les Ontariens ont passées à l'extérieur du domicile en vacances est demeuré stable à la fin des années 1990 et au début des années 2000. La moyenne a augmenté régulièrement de 2003 à 2007, de 13,3 %. Cependant, après 2007, la moyenne du nombre de nuits passées à l'extérieur du domicile a soudainement diminué de près de 5 %, ce qui reflète sans doute l'incidence de la récession sur les déplacements de vacances. Durant la période de 17 ans de 1994 à 2010, la moyenne du nombre de nuits passées à l'extérieur du domicile a augmenté de 8,8 % globalement. Il est intéressant de constater que l'augmentation moyenne la plus élevée s'est produite chez les personnes ayant les revenus du ménage les plus bas.



Loisir et culture

Indicateurs suivis de 1994 à 2010

Pourcentage moyen de temps consacré la veille à des activités de loisirs sociaux

Pourcentage moyen de temps consacré la veille à des activités artistiques et culturelles

Nombre moyen d'heures consacrées au cours de l'année à du bénévolat auprès d'organismes culturels et récréatifs

Fréquence mensuelle moyenne de participation à une activité physique durant plus de 15 minutes

Assistance moyenne par représentation au cours de l'année à tous les spectacles des arts de la scène

Nombre moyen de visites par site au cours de l'année à tous les parcs nationaux et lieux historiques nationaux

Nombre moyen de nuitées à l'extérieur par voyage au cours de l'année pour des vacances à plus de 80 km du domicile

Pourcentage des dépenses totales du ménage affectées à la culture et aux loisirs au cours de l'année

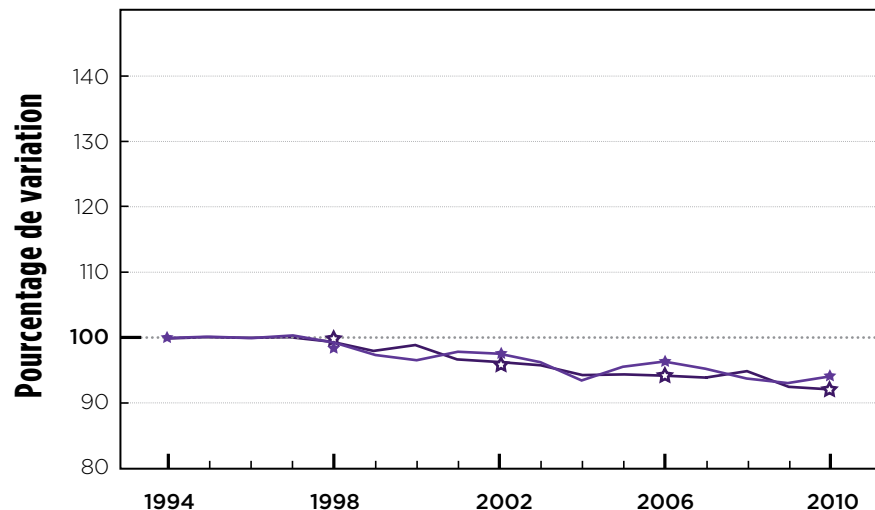
... mais ne visitent pas les parcs nationaux et les lieux historiques.

Les visites annuelles aux parcs nationaux et aux lieux historiques nationaux du Canada situés en Ontario ont diminué de 38,2 % de 1994 à 2010. En termes réels, il s'agit d'une diminution d'environ 92 000 visiteurs annuellement. Le nombre de visites aux parcs provinciaux de l'Ontario a aussi diminué au cours de la même période²⁰, mais pas dans la même mesure. L'engagement envers l'environnement naturel semble diminuer généralement, et les visites à nos parcs nationaux et lieux historiques ne se font simplement pas sentir dans d'autres parcs ou zones protégées. Les diminutions signifient que moins d'Ontariens profitent des bienfaits sociaux, psychologiques et physiques que procure l'interaction avec la nature.

Comparaison avec le Canada

Globalement, la tendance négative en Ontario de 1994 à 2010 dans le domaine du loisir et de la culture a suivi une tendance à la baisse semblable, quoique moins prononcée, à celle du Canada (5,9 % et 7,8 % respectivement). Cependant, toute diminution du mieux-être au cours de cette période est une source de préoccupation, particulièrement parce qu'elle est survenue durant une période de croissance et de prospérité économiques dans la province.

Pourcentage de variation en loisir et culture pour l'Ontario et le Canada de 1994 à 2010



☆ Canada LC | -7,8

☆ Ontario LC | -5,9

²⁰ Ministère des Richesses naturelles de l'Ontario. (2011). *State of Ontario's Protected Areas Report*. Toronto, ON : Imprimeur de la Reine pour l'Ontario. Consulté à l'adresse : www.mnr.gov.on.ca/stdprodconsume/groups/lr/@mnr/@sorr/documents/document/stdprod_085564.pdf

Les diminutions au chapitre du temps que les Ontariens consacrent à des activités de loisirs (en baisse de 4,4 %) ainsi qu'à des activités artistiques et culturelles (en baisse de 2,6 %) n'étaient pas aussi importantes que dans l'ensemble du pays (en baisse de 19,7 % et de 8,5 % respectivement), mais le nombre de visites aux parcs nationaux et aux lieux historiques nationaux a diminué dans une mesure beaucoup plus grande que dans l'ensemble du Canada (en baisse de 38,2 % en Ontario et de 28,7 % dans l'ensemble du pays). Par ailleurs, la participation mensuelle des Ontariens à des activités physiques a augmenté de 21,5 % depuis 1994, mais l'augmentation n'est pas aussi forte que dans l'ensemble du Canada, à 24,0 %.

Les diminutions relatives au bénévolat en loisirs et cultures étaient semblables en Ontario et au Canada (soit 19,6 % et 21,9 % respectivement). De la même manière, les diminutions des dépenses du ménage affectées à la culture et aux loisirs étaient presque identiques, soit 4,5 % en Ontario, comparativement à 4,1 % à l'échelle nationale.

Enfin, l'assistance à des représentations des arts de la scène a diminué en Ontario et au Canada de 8,1 % et de 10,7 % respectivement. Conséquemment, moins de personnes jouissent de possibilités de s'engager dans notre communauté artistique et de vivre d'importantes expressions de ce que signifie d'être Canadien.

Conclusion

Les loisirs et la culture contribuent énormément à notre mieux-être personnel et collectif. Ils offrent des possibilités de relations sociales solides et d'enrichissement, et contribuent à façonner notre identité personnelle, communautaire et nationale. Ils nous aident à définir qui nous sommes en tant que peuple. Pour ces raisons, la diminution globale de la participation des Ontariens à des activités de loisirs et culturelles est inquiétante.

Il convient de noter la baisse substantielle de temps investi dans des activités de loisirs chez les femmes; elle peut très bien refléter leur sentiment grandissant d'être prises dans une contrainte de temps, qui inclut l'augmentation du temps non rémunéré consacré à aider d'autres personnes vivant seules. Même si on peut se réjouir de savoir que la participation à des activités physiques avait augmenté légèrement au cours des dernières années, considérant les défis que posent le vieillissement de la population, la progression des maladies chroniques, comme le diabète, ainsi que les problèmes de santé liés à l'obésité, il serait plus avantageux de voir une augmentation substantielle de la participation à des activités physiques, particulièrement chez les baby-boomers, alors que nombre d'entre eux prennent leur retraite.

Il est tout aussi inquiétant de constater qu'au cours des quelques dernières années, les organismes publics ainsi que les organismes sans but lucratif et bénévoles chargés d'offrir des programmes, des services, des installations et d'autres possibilités de loisirs et culturelles perdent graduellement leur financement de base. Maintenant, ils sont aussi aux prises avec une diminution des heures de bénévolat. Non seulement les bénévoles perdent certains des avantages que procure le bénévolat, comme la socialisation, l'acquisition de nouvelles compétences et le sentiment d'épanouissement, mais de nombreux citoyens peuvent perdre des possibilités d'accéder à des programmes et services de loisirs et culturels qui sont souvent offerts par des bénévoles.

Ces tendances frappent au cœur même de notre temps de loisirs – à ce qui fait de nous ce que nous sommes. Elles augurent mal pour le mieux-être des personnes, des communautés et de la société. Si ces tendances se poursuivaient, les bienfaits associés aux loisirs et à la culture comme composants essentiels des modes de vie des Ontariens et de nos collectivités ne se concrétiseraient simplement pas. Nous devons renforcer notre capacité d'offrir des occasions et des possibilités de loisirs et de culture à tous les Canadiens.



Aménagement du temps

L'aménagement du temps mesure la façon dont les gens vivent et occupent leur temps. Il examine comment l'utilisation de notre temps a une incidence sur le mieux-être physique et mental, le mieux-être individuel et familial ainsi que le mieux-être actuel et futur.

Il tient compte de la durée de notre semaine de travail et de nos dispositions de conditions de travail, de nos niveaux de contrainte de temps ainsi que du temps que nous consacrons aux loisirs et au bénévolat.

Le postulat implicite est la notion d'*équilibre*. La plupart des activités sont bénéfiques au mieux-être lorsqu'on les pratique avec modération, mais elles sont nuisibles lorsqu'on les pratique avec excès ou ne les pratique pas du tout. Puisqu'il n'y a que 24 heures dans une journée, trop de temps consacré à une activité peut signifier qu'il ne reste pas suffisamment ou pas du tout de temps pour les autres activités qui sont aussi cruciales à notre mieux-être.

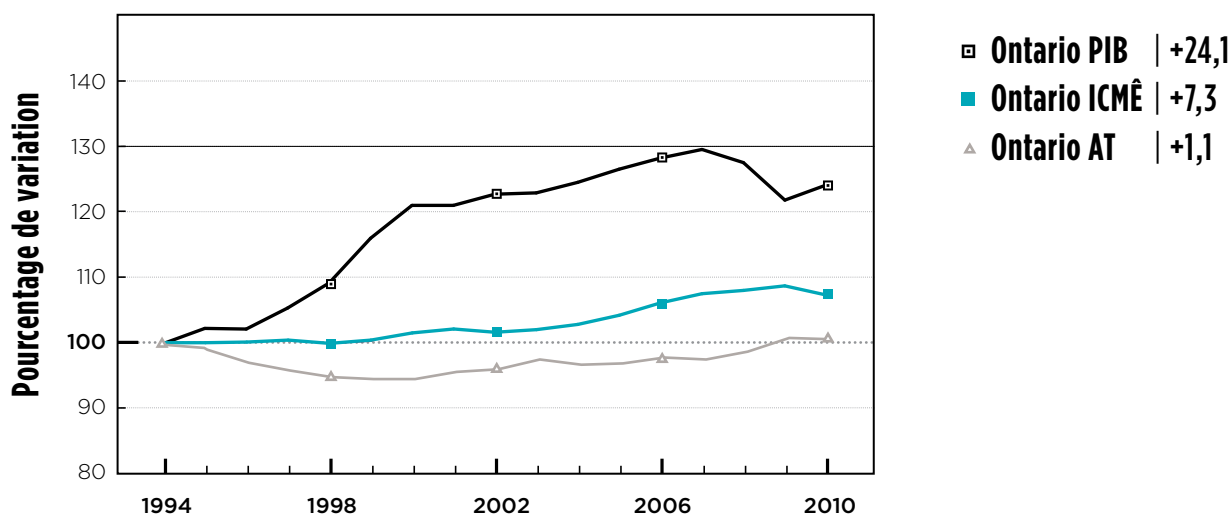
Nous sommes piégés par la contrainte de temps

Le domaine de l'aménagement du temps a connu une amélioration très modeste de 1,1 % depuis 1994 en Ontario. Cette légère augmentation suggère que la façon dont les Ontariens vivent leur temps n'a pas changé beaucoup au cours de la période de 17 ans de 1994 à 2010. Malgré une modeste amélioration au début des années 2000, la tendance globale suggère que les Ontariens – et tous les Canadiens – n'ont pas fait beaucoup de progrès en matière d'équilibre travail-vie. Nous sommes plutôt piégés par la « contrainte de temps »

Cette tendance constante et ce petit changement positif au cours des années masquent aussi d'importants changements sous-jacents dans les indicateurs

d'aménagement du temps. Le fait que moins de personnes travaillent plus de 50 heures par semaine et qu'elles aient un accès accru à des horaires de travail flexibles a grandement contribué à un niveau supérieur d'équilibre dans la vie de nombreux Ontariens. Cependant, l'influence de ces tendances positives est atténuée par l'augmentation du nombre de personnes qui se sentent pressées par le temps, plus de femmes offrant des soins non rémunérés à des adultes plus âgés et plus de temps étant consacré au trajet entre le domicile et le travail.

Pourcentage de variation globale dans le domaine de l'aménagement du temps de 1994 à 2010



Moins d'Ontariens travaillent de longues heures...

- ✓ Le pourcentage d'Ontariens ayant déclaré travailler plus de 50 heures par semaine a augmenté à son plus haut niveau, à 14,4 % en 1999, mais a diminué pour se retrouver à 10,7 % en 2010. Il s'agit d'une diminution globale de 29,7 % durant la période de 17 ans.
- ✓ Même si les longues semaines de travail diminuent, les hommes sont toujours beaucoup plus susceptibles que les femmes de travailler de longues heures rémunérées chaque semaine. Cela découle partiellement du fait que les femmes consacrent du temps à d'autres activités non rémunérées comme la garde des enfants, les soins aux aînés ainsi que les tâches ménagères comme la cuisine, le nettoyage, les courses et la lessive. La participation des hommes à ces activités a augmenté quelque peu depuis 1994, mais l'écart entre les sexes quant au temps consacré à ces activités demeure prononcé.

... et plus d'Ontariens ont accès à des horaires de travail flexibles...

- ✓ Le pourcentage d'Ontariens qui ont un travail rémunéré et qui ont une certaine marge pour déterminer quand la journée de travail débute et se termine a augmenté de plus de 25 % durant la période de 17 ans. En 1994, à peine 36,9 % des personnes déclaraient avoir un horaire de travail flexible, comparativement à 46,2 % en 2010, la majorité de l'augmentation étant survenue après 1998.
- ✓ Les hommes sont beaucoup plus susceptibles que les femmes d'avoir un horaire de travail flexible, ce qui pourrait être grandement attribuable à la catégorie et au secteur professionnels. Les hommes continuent d'occuper des postes plus professionnels et de direction, où ils sont beaucoup plus susceptibles d'avoir accès à un horaire de travail flexible. Certains secteurs, comme les ventes et les services, emploient un nombre fortement disproportionné de femmes et sont moins susceptibles d'offrir la même flexibilité.

... mais les trajets entre le domicile et le travail sont de plus en plus longs.

- ❖ La durée moyenne de trajet quotidien entre le domicile et le travail des Ontariens ayant un emploi rémunéré a augmenté, passant de 47,1 minutes en 1994 à 53,5 minutes en 2010. Cette différence de 6,4 minutes représente une augmentation de 11,9 % du temps que les gens consacrent à se rendre au travail et revenir à la maison. Bien qu'une augmentation de six à sept minutes de déplacements par jour puisse paraître minime, au cours d'une année typique de travail, cela représente 27 heures additionnelles de trajet entre le domicile et le travail. En d'autres termes, les Ontariens qui travaillent ont perdu l'équivalent de plus d'une journée complète de temps libre à se déplacer entre le domicile et le travail et ont accru l'incidence nuisible sur l'environnement, leur santé et leur mieux-être global.
- ❖ Les Ontariens vivant à Toronto ou autour de cette ville passent le plus de temps de déplacement domicile-travail chaque jour, la moyenne étant d'une heure par jour. Les personnes vivant à Toronto consacrent à ce déplacement 65,6 minutes, celles vivant à Oshawa 63,6 minutes, et celles vivant à Barrie 59,2 minutes.²¹

Un Ontarien sur cinq éprouve un niveau élevé de « contrainte de temps »

- ❖ En 2010, 20,5 % des Ontariens âgés de 20 à 64 ans éprouvaient des niveaux élevés de contrainte de temps, une hausse comparativement à 16,4 % en 1994. Cela représente une augmentation de 20 % durant la période de 17 ans.
- ❖ Le groupe éprouvant la plus forte contrainte de temps était les adultes ayant de jeunes enfants à la maison. Plus du quart des couples ayant des enfants (26,9 %), et un peu plus de parents seuls (27,1 %), ont déclaré éprouver des niveaux élevés de contrainte de temps.
- ❖ Près de 5 % plus de femmes que d'hommes ont déclaré éprouver de hauts niveaux de contrainte de temps en 2010. Cela n'est pas surprenant, compte tenu du nombre plus élevé de femmes qui offrent de l'aide non rémunérée aux personnes vivant seules, ont moins de temps à consacrer aux loisirs, aux arts et à la culture ainsi qu'au bénévolat et accomplissent principalement les tâches ménagères.

Plus d'adultes – particulièrement les femmes – prodiguent des soins non rémunérés aux aînés

- ❖ Le pourcentage d'adultes en âge de travailler en Ontario prodiguant des soins non rémunérés aux aînés a augmenté, passant de 16,9 % en 1996 à 20,0 % en 2006, ce qui représente une augmentation globale de 15,3 %.
- ❖ Un plus haut pourcentage de femmes (21,0 %) que d'hommes (16,2 %) ont prodigué des soins non rémunérés aux aînés, et les femmes ont consacré en moyenne 10 % plus de temps par semaine que les hommes à prodiguer des soins en 2006. On s'attend à ce que cette tendance se poursuive, compte tenu du vieillissement de la population de l'Ontario.

²¹ Statistique Canada. (2013). *Le déplacement domicile-travail*. Enquête nationale auprès des ménages (ENM) en bref, No 99-012-2011003 au catalogue. Ottawa, ON : Ministère de l'Industrie. Consulté à l'adresse : http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-012-x/99-012-x2011003_1-fra.pdf

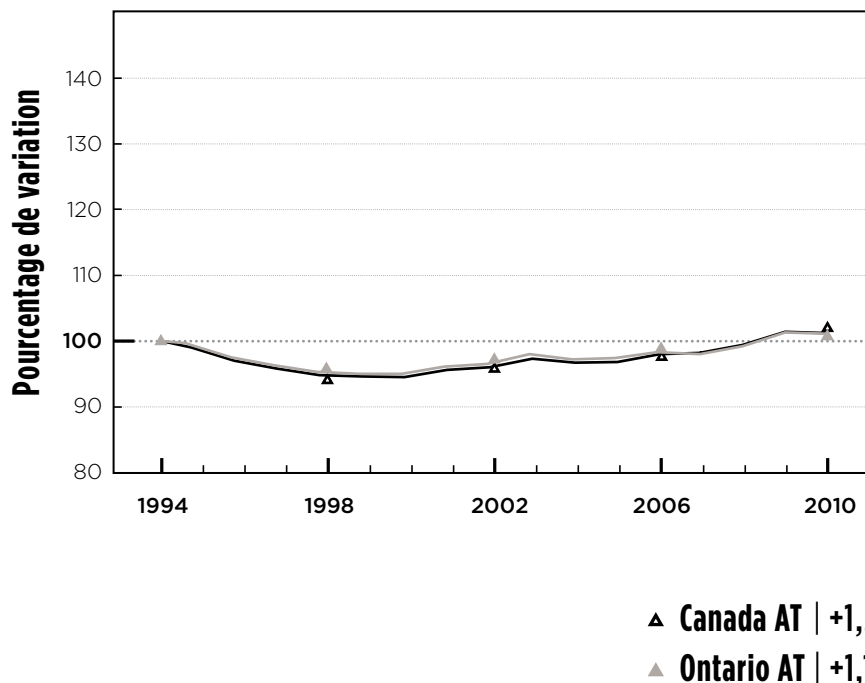
Le nombre d'âinés s'adonnant à des loisirs actifs et au bénévolat demeure inchangé

- ➊ Après une légère augmentation du pourcentage d'adultes plus âgés s'adonnant quotidiennement à des loisirs actifs à la fin des années 1990, qui a été suivie d'une légère diminution au milieu des années 2000, en 2010, le taux est demeuré inchangé depuis 1994 (87,1 %).
- ➋ Le pourcentage d'Ontariens âgés de 65 ans et plus participant à des activités de bénévolat structurées est demeuré inchangé durant la période de 17 ans de 1994 à 2010, le taux de participation étant de 38,5 %.
- ➌ Bien que le pourcentage d'adultes âgés de 65 ans et plus s'adonnant quotidiennement à des loisirs actifs ainsi qu'à des activités de bénévolat structurées soit demeuré stable, cela représente un nombre plus élevé d'adultes ontariens plus âgés qui sont actifs et font du bénévolat parce que la population vieillit. Entre 1994 et 2010, le nombre d'Ontariens âgés de 65 ans et plus a augmenté de plus de 40 %.

Comparaison avec le Canada

Le domaine de l'aménagement du temps en Ontario révèle une tendance presque identique à celle de l'ensemble du Canada entre 1994 et 2010. Bien que l'aménagement du temps ait connu une légère augmentation globale de 1,1 %, cette augmentation au delà des niveaux de 1994 est survenue seulement autour de 2009.

Pourcentage de variation en aménagement du temps pour l'Ontario et le Canada de 1994 à 2010



Aménagement du temps

Indicateurs suivis de 1994 à 2010

Pourcentage de la population active travaillant plus de 50 heures par semaine

Pourcentage des 20 à 64 ans déclarant éprouver des niveaux élevés de contrainte de temps

Pourcentage des 20 à 64 ans prodiguant des soins non rémunérés à des âinés

Pourcentage des 65 ans et plus déclarant s'adonner quotidiennement à des loisirs actifs

Pourcentage des 65 ans et plus déclarant participer annuellement à des activités de bénévolat structurées

Durée moyenne de trajet quotidien domicile-travail pour les personnes ayant un emploi rémunéré

Pourcentage de personnes ayant un emploi rémunéré bénéficiant d'un horaire de travail flexible

La légère hausse découle grandement du fait que beaucoup moins d'Ontariens travaillent plus de 50 heures par semaine et que beaucoup plus d'entre eux ont accès à un horaire de travail flexible. Cela a permis aux gens de choisir davantage la façon dont ils utilisent leur temps. Ces deux tendances étaient partagées par l'ensemble du Canada, bien que plus d'Ontariens (25,2 %) que de Canadiens (17,0 %) jouissent d'un horaire de travail flexible.

Malgré les tendances positives concernant la flexibilité des horaires de travail entreprise par les employés en Ontario, le domaine de l'aménagement du temps présente des signes plus inquiétants. Les Ontariens ressentent de plus en plus des niveaux élevés de « contrainte de temps », le taux ayant augmenté de 20 % comparativement à l'ensemble du Canada, où cette sensation était en hausse d'à peine 10 %. La prévalence de hauts niveaux de contrainte de temps a diminué quelque peu au Canada depuis la fin des années 1990, mais elle se poursuit en Ontario.

Le pourcentage de personnes prodiguant des soins non rémunérés à des adultes plus âgés a augmenté à l'échelle du pays depuis 1994, mais un plus grand nombre d'Ontariens, particulièrement les femmes, participent à cette activité. La prestation de soutien à des adultes plus âgés a augmenté de 15,3 % en Ontario, alors qu'ailleurs au Canada, un tel soutien a augmenté de 10,8 %. Ce soutien accru a probablement joué un certain rôle dans l'augmentation des niveaux de contrainte de temps éprouvés par les Ontariens, et alors que la population vieillit, on s'attend à ce que cette augmentation se poursuive.

Bien que les temps de déplacement domicile-travail n'aient pas augmenté autant en Ontario que dans l'ensemble du pays (11,9 %, comparativement à 19,9 %), ils sont déjà plus élevés en moyenne que n'importe où ailleurs au Canada. Conséquemment, de plus faibles augmentations de ces temps de déplacement ont tout de même une forte incidence sur le mieux-être des Ontariens qui travaillent.

Conclusion

Les façons dont les Canadiens utilisent leur temps, et leurs perceptions de ce temps, peuvent avoir fluctué au cours des quelques dernières décennies, mais la « contrainte de temps » se poursuit et pourrait seulement empirer au cours des prochaines années. Bien que les gens puissent choisir la façon dont ils utilisent leur temps, leurs choix sont souvent façonnés et restreints par les circonstances économiques, les obligations professionnelles et familiales ainsi que les attentes sociales relativement au comportement approprié des femmes et des hommes au cours des divers stades de la vie.

L'évolution de la nature du travail et du milieu de travail oblige de plus en plus d'Ontariens à accepter des conditions de travail moins que souhaitables. Les temps plus élevés de déplacement domicile-travail sont liés à une moins bonne santé et, en combinaison avec le haut volume d'embouteillages, contribuent à une plus grande insatisfaction relative à l'équilibre travail-vie. De plus, les embouteillages croissants découlant de temps plus élevés de déplacement domicile-travail engendrent des coûts économiques, sociaux et environnementaux. Cela augmente le niveau de stress chez les navetteurs, réduit le temps disponible pour d'autres activités précieuses et diminue la productivité des entreprises. Ces circonstances contribuent à de plus hauts niveaux de pollution, particulièrement dans les zones urbaines, et diminuent la qualité de l'environnement, ce qui compromet la santé publique. Combinés à la croissance des cycles de 24 heures sur 24 et de 7 jours sur 7 dans les secteurs des services et manufacturiers – notamment les horaires prolongés des banques, les épiceries ouvertes 24 heures sur 24 ainsi que les usines qui fabriquent des produits jour et nuit – de tels changements contribuent fortement au nombre de personnes qui ont un horaire de travail non usuel ou cumulent des emplois à temps partiel.

Sur une note plus positive, la tendance à la hausse des employés ayant déclaré avoir des horaires de travail flexible est encourageante. Le fait d'avoir un certain contrôle sur son horaire de travail est lié à de plus grandes perceptions d'équilibre travail-vie ainsi qu'à une plus grande satisfaction globale face à la vie. De plus, le fait d'avoir accès à un horaire de travail flexible peut permettre aux navetteurs d'éviter les heures de pointe, où la circulation est congestionnée et que le temps de déplacement domicile-travail augmente.

Aujourd'hui, il y a moins de familles dont un des parents reste à la maison pour aider à gérer la maisonnée, ou pour offrir des soins aux enfants ou à des personnes âgées. Entre-temps, la population du Canada vieillit, et même si elle est généralement plus en santé et plus à l'aise financièrement, il y a toujours un nombre plus élevé d'adultes plus âgés qui ont besoin de soins. Ces facteurs ont tous contribué à de plus forts sentiments de contrainte de temps. Les effets de l'évolution des modèles d'utilisation du temps, combinés à la stagnation de la participation aux loisirs actifs chez un nombre croissant d'adultes plus âgés, annoncent des résultats inquiétants pour le mieux-être des Ontariens.



Niveaux de vie

Le domaine des niveaux de vie examine les revenus moyens et médians et la richesse, la répartition de ces revenus et de cette richesse, incluant les taux de pauvreté, les fluctuations et la volatilité des revenus, ainsi que la sécurité économique, notamment la sécurité du marché du travail, la sécurité en matière de logement et la sécurité que procure le filet de sécurité sociale.

Le domaine des niveaux de vie ne vise pas qu'à suivre la capacité de croissance de l'économie canadienne; il vise également, et surtout, à suivre sa capacité de transformer la croissance économique en flux stable de revenus actuels et futurs pour les Canadiens. La croissance économique ne se traduit pas automatiquement par de meilleurs niveaux de vie pour tous les Canadiens. On peut atteindre un niveau de revenu donné, par exemple, au coût d'inégalités ou d'insécurité économiques accrues. Cela peut être engendré par la création d'emplois de qualité médiocre ou par le fait qu'on n'atteint pas des objectifs économiques de base, comme réduire la pauvreté ou procurer un logement de base aux personnes et aux familles.

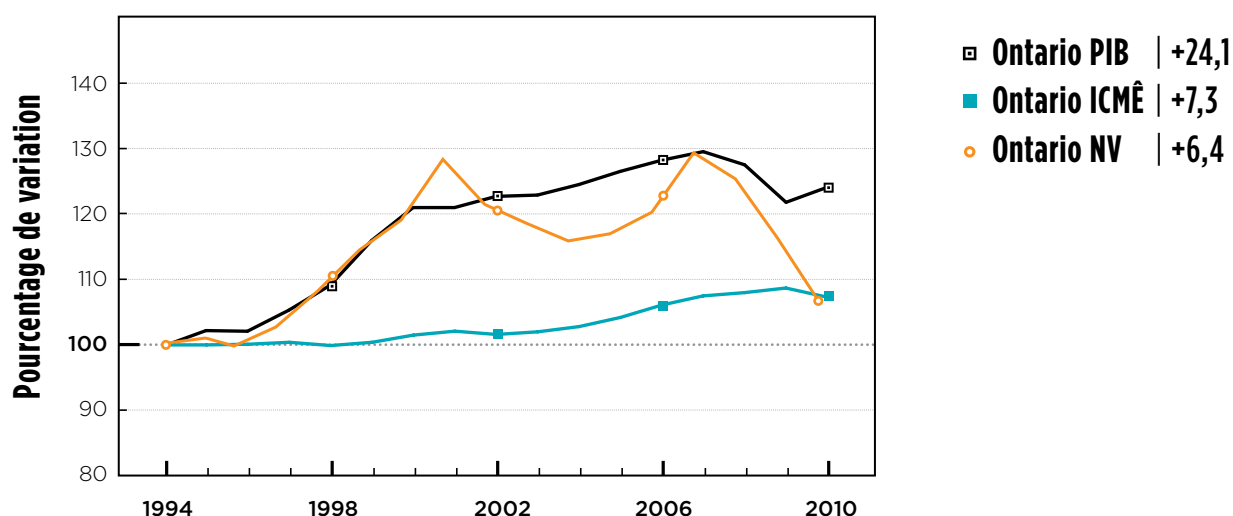
Nos amis sont-ils satisfaits de l'état de leurs finances personnelles, voient-ils de bonnes possibilités d'emploi ou trouvent-ils cela de plus en plus difficile de joindre les deux bouts?

Anxiété et insécurité économiques aiguës

Les Ontariens subissent les contrecoups des fluctuations des niveaux de vie ayant eu lieu au cours de la période de 17 ans de 1994 à 2010. Bien que les niveaux de vie des Ontariens se soient améliorés considérablement entre 1994 et 2007, l'augmentation globale ayant été de 29,2 % – qui égalait essentiellement la croissance du PIB à 29,5 % – il y a eu une forte chute après la récession de 2008. En 2010, l'augmentation des niveaux de vie en Ontario était à seulement 6,5 %, reflétant une diminution de 22,7 % en à peine trois ans.

La plupart des indicateurs ont stagné ou se sont fortement détériorés au cours des dernières années, ayant conduit à la tendance à la baisse actuelle. L'augmentation globale des niveaux de vie masque aussi la diminution régulière de la sécurité économique de l'Ontario au cours de la même période. Alors que le PIB de l'Ontario a aussi diminué après la récession, il montre des signes de rétablissement. Il n'en va pas de même pour les niveaux de vie des Ontariens qui ont accusé du retard par rapport à leurs homologues canadiens, qui ont connu une augmentation de 14,3 % dans le domaine des niveaux de vie.

Pourcentage de variation globale dans le domaine des niveaux de vie de 1994 à 2010



Les Ontariens ont gagné plus en moyenne...

- Le revenu médian après impôt des familles en Ontario a augmenté de 24,8 % des 1994 à 2010. En dollars constants, les revenus médians ont augmenté, passant d'une moyenne de 52 900 \$ en 1994 à une moyenne de 66 000 \$ en 2010.

... et la pauvreté a diminué quelque peu...

- Le taux de pauvreté de tous les résidents de l'Ontario, mesuré par le seuil de faible revenu après impôt, était de 8,8 % en 2010, une baisse par rapport à 11,7 % en 1994. Cela représente une diminution globale de 33,0 % au cours de la période de 17 ans. Malgré tout, près d'un Ontarien sur dix, dont de nombreux enfants, vit dans la pauvreté.

... mais les inégalités s'accroissent.

- ❖ Malgré les gains au chapitre de la diminution de la pauvreté, le rapport entre le revenu après impôt des 20 % de ménages les plus riches et celui des 20 % les plus pauvres a augmenté de 13,9 % entre 1994 et 2010 en Ontario, le plus grand écart étant survenu en 2004, 2005, puis encore en 2009 (16,7 %).
- ❖ Les 20 % de travailleurs les mieux payés ont été les plus avantagés par les revenus croissants. Selon le Conference Board du Canada, l'écart de revenu réel moyen après impôt entre les plus riches et les plus pauvres s'est accru de plus de 40 % de 1994 à 2009.²²

Les taux d'emploi ont été en dents de scie...

- ❖ Le taux de chômage à long terme en Ontario a diminué, passant de 19,7 % en 1994 à 6,4 % en 2007, mais a fortement augmenté encore à 14,6 % en 2010. Au cours de toute la période de 17 ans de 1994 à 2010, le pourcentage d'Ontariens en chômage durant plus de 52 semaines a diminué globalement de 34,5 %, mais le chômage à long terme est monté en flèche à un taux stupéfiant de 171 % de 2007 à 2010. La majorité de cette augmentation s'est fait sentir chez les jeunes Ontariens âgés de 15 à 24 ans, pour qui le taux de chômage à long terme a atteint 18,9 % en 2010.
- ❖ Le pourcentage de la population en âge de travailler qui a un emploi a augmenté globalement de 2,8 % depuis 1994. Le taux d'emploi a atteint 63,7 % en 2003, une hausse par rapport à 59,6 % en 1994. Il est demeuré passablement stable jusqu'en 2008, ayant connu une augmentation de 6,5 % depuis 1994. Cependant, au cours des deux années suivantes, le pourcentage d'Ontariens ayant un emploi a baissé à 61,3 %, une diminution de 3,7 %, qui représente plus de la moitié des gains réalisés entre 1994 et 2008.

... la qualité de l'emploi en Ontario a diminué...

- ❖ La qualité de l'emploi en Ontario, tel que mesurée par l'Employment Quality Index (EQI) de la CIBC, a atteint un sommet en 2001, qui était 8,7 % plus élevé qu'en 1994. Après 2001, la qualité de l'emploi des Ontariens a diminué régulièrement, chutant à ses niveaux les plus bas en 2007, lorsqu'elle était 13,0 % inférieure à son sommet de 2001. Après 2007, la qualité de l'emploi a fluctué quelque peu, mais au cours de toute la période de 17 ans, elle a diminué de 3,6 %.

... et la sécurité économique a chuté considérablement.

- ❖ La mesure des risques associés au chômage et à la maladie, découlant de la pauvreté des parents seuls et des personnes âgées, fournit une valeur calibrée de la sécurité économique. Cet indice quantifie tous ces risques pour dresser un portrait de la sécurité économique.²³ De 1994 à 2010, l'indice a diminué régulièrement en Ontario, la diminution globale ayant été de 27,1 %. En d'autres termes, les Ontariens courent un risque beaucoup plus grand d'être économiquement inquiets en 2010 qu'en 1994.

L'accès à la propriété à un coût abordable en Ontario demeure inchangé

- ❖ Selon le Housing Affordability Index de la RBC Banque Royale, les propriétés en Ontario ont été généralement le plus abordables entre 1996 et 2005. Durant cette décennie, l'indice s'est amélioré d'entre 9,5 % et 17,6 %, par rapport aux niveaux de 1994. Après 2005, l'abordabilité du logement a diminué, chutant même sous les niveaux de 1994, en 2007 et 2008. Après tous les hauts et les bas entre 1994 et 2010, l'abordabilité globale du logement en Ontario a augmenté d'à peine 1,2 %.

²² Conference Board of Canada. (2009). *Canadian income inequality. Is Canada becoming more unequal?* Consulté à l'adresse : <http://www.conferenceboard.ca/hcp/hot-topics/caninequality.aspx>

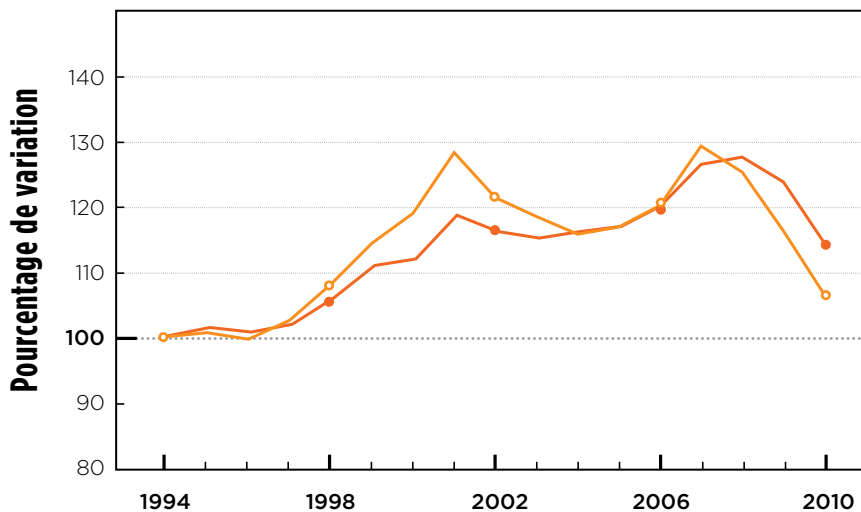
²³ Osberg, L. (2009). *Measuring economic security in insecure times: New perspectives, new events, and the Index of Economic Well-being*. Centre for the Study of Living Standards Research Report 2009-12, Ottawa, ON: CSLS. Consulté à l'adresse : www.csls.ca/reports/csls2009-12.pdf

Comparaison avec le Canada

L'augmentation de 6,5 % des niveaux de vie en Ontario est nettement plus faible que l'augmentation globale de 14,3 % connue dans l'ensemble du Canada. L'Ontario a montré de fortes augmentations de ses niveaux de vie en 2001, lorsque ces derniers se sont accrus de 28,2 %, comparativement à 18,6 % dans l'ensemble du Canada, et en 2007, lorsqu'ils ont atteint 29,2 %, comparativement à 26,4 % à l'échelle nationale. La diminution des niveaux de vie en Ontario depuis 2007 a été beaucoup plus considérable, ces niveaux ayant chuté de 22,7 %, comparativement à une baisse de 12,1 % au Canada. Le ralentissement important découle grandement de la récession.

L'augmentation des niveaux de vie a eu une tendance à la hausse passablement semblable à celle du PIB au cours de la période de 17 ans de 1994 à 2007, mais depuis 2008, les niveaux de vie ont diminué de façon beaucoup plus importante. Cependant, contrairement au PIB, les niveaux de vie de l'Ontario n'ont pas montré de signes de rétablissement.

Pourcentage de variation dans les niveaux de vie pour l'Ontario et le Canada de 1994 à 2010



- **Canada NV | +14,3**
- **Ontario NV | +6,4**

Bien que les tendances au cours du temps aient été semblables, dans tous les aspects autres que l'abordabilité du logement, les indicateurs de niveaux de vie en Ontario ont obtenu des résultats plus mauvais que ceux de l'ensemble du pays, et dans certains cas, beaucoup plus mauvais :



Niveaux de vie

Indicateurs suivis de 1994 à 2010

Ratio entre les quintiles supérieurs et inférieurs des familles économiques, après impôt

Revenu moyen après impôt des familles économiques (\$ de 2010)

Pourcentage de personnes à faible revenu

Valeur calibrée de l'indice de sécurité économique du Centre d'étude des niveaux de vie (CSLS)

Pourcentage de la population active étant en chômage à long terme

Pourcentage de la population active ayant un emploi

Indice de qualité des emplois de la Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC)

Indice d'abordabilité du logement RBC Banque Royale

- ❖ La diminution de la sécurité économique de l'Ontario a été presque deux fois plus importante que dans l'ensemble du Canada (en baisse de 27,1 % et de 13,9 % respectivement).
- ❖ La diminution du pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté en Ontario est nettement inférieure à la diminution connue dans l'ensemble du Canada (en baisse de 33,0 % et de 55,6 % respectivement).
- ❖ Les diminutions de 34,5 % du chômage à long terme en Ontario n'ont pas égalé l'amélioration de 51,7 % à l'échelle nationale.
- ❖ L'augmentation de 2,8 % du pourcentage de personnes ayant un emploi en Ontario est seulement la moitié de celle de 5,5 % dans l'ensemble du Canada.
- ❖ La qualité de l'emploi s'est détériorée dans l'ensemble du pays, mais la diminution de 3,6 % en Ontario est légèrement pire que celle de 2,8 % dans l'ensemble du Canada.
- ❖ Le revenu médian a connu une croissance de 24,8 % en Ontario, mais cette croissance est aussi plus faible que celle de 28,6 % dans l'ensemble du Canada. L'Ontario a devancé l'ensemble du Canada à la fin des années 1990 et au début des années 2000, mais sa croissance du revenu médian accuse du retard depuis 2005.
- ❖ À 13,9 %, l'augmentation de l'écart de revenu en Ontario est légèrement supérieure à la moyenne nationale de 11,4 %. L'écart de revenu de l'Ontario a dépassé la moyenne canadienne en 2003, et cet écart ne s'est pas beaucoup rétréci depuis.
- ❖ Le seul indicateur où l'Ontario a dépassé le Canada, et si légèrement, est le Housing Affordability Index de la RBC Banque Royale. Ici, l'abordabilité du logement – déjà une source de débat en Ontario – s'est améliorée de 1,2 %, comparativement à 0,8 % à l'échelle nationale.

Un fait troublant est que, bien que certains indicateurs reflètent les tendances globales que l'on devrait considérer comme positives en Ontario, elles se portent moins bien que les tendances globales observées dans l'ensemble du Canada. À part l'incidence la plus récente de la récession de 2008, le début des années 2000 semble avoir été déterminant dans les tendances de niveaux de vie de l'Ontario, comparativement à l'ensemble du Canada. Après avoir d'abord affiché des diminutions de la pauvreté semblables à celles de l'ensemble du Canada, l'Ontario a accusé un retard encore plus important depuis 2001. De la même manière, l'Ontario est derrière le pays en ce qui a trait au revenu médian ainsi qu'à l'écart de revenu croissant depuis le milieu des années 2000.

Conclusion

De nombreux aspects des niveaux de vie des Ontariens ne se sont pas améliorés entre 1994 et 2010. En fait, ils ont connu des inégalités de revenus grandissantes, des augmentations substantielles du chômage à long terme, ainsi que des diminutions de la sécurité économique et de la qualité de l'emploi. Ces tendances tendent à cacher les diminutions importantes de la pauvreté au cours de la même période ainsi que les augmentations du revenu médian des familles de l'Ontario. Cependant, depuis 1998, l'écart entre les riches et les pauvres est demeuré essentiellement le même, et si l'on ne s'attaque pas à de telles inégalités, nos communautés ou notre société ne prospéreront pas.²⁴

²⁴ See, for example, Stiglitz, J.E. (2012). *The price of inequality*. New York: W.W. Norton; Wilkinson, R., & Pickett, K. (2009). *The spirit level: Why more equal societies almost always do better*. London: Allen Lane/Penguin.

En examinant les années qui ont suivi la récession de 2008, les niveaux de vie des Ontariens ont été durement touchés, ayant connu une diminution de 18,7 %. Ces tendances n'augurent pas bien, compte tenu de la reprise économique lente ainsi que des prédictions contradictoires relatives à la croissance économique de la province. Bien que le PIB et les emplois aient légèrement rebondi au-delà des niveaux d'avant la récession, la qualité de l'emploi continue à se détériorer²⁵, et le taux de chômage à long terme de l'Ontario demeure supérieur à celui d'avant la récession. En fait, l'OCDE a recommandé vivement au Canada d'offrir de l'aide ciblée aux personnes qui sont en chômage à long terme. Dans son rapport sur les perspectives de l'emploi 2013, l'OCDE a mentionné que, parmi ses pays membres, le Canada était celui qui offre le moins de protection aux travailleurs à temps plein et à temps partiel dans le monde industrialisé.²⁶

Au-delà des chiffres, l'insécurité demeure palpable. Les personnes se situant au milieu de l'écart de revenu, qui ne sont peut-être pas encore en marge, se sentent de plus en plus vulnérables et économiquement inquiètes. En 2013, plus de 40 % des Ontariens vivaient d'une paie à l'autre.²⁷ Des niveaux de dettes personnelles croissants, la possibilité d'une hausse des taux d'intérêt ainsi qu'un marché de l'emploi serré font que de nombreuses personnes n'arrivent pas à dormir.

Il y a plus que l'argent dans la vie, mais nos niveaux de vie sont invariablement liés à plusieurs domaines du mieux-être. Des aspects comme être en mesure d'avoir un emploi stable, d'éprouver un sentiment de sécurité financière ainsi que de bénéficier de logement abordable, ont tous une forte incidence sur notre capacité de nous engager entièrement dans nos communautés ainsi que dans les loisirs et la culture. Ces aspects ont une incidence sur notre utilisation du temps, notre capacité de procurer de l'éducation à nos enfants ou de poursuivre notre propre apprentissage permanent. Bref, la détérioration des niveaux de vie a une incidence sur nos niveaux de stress et mène à la détérioration de notre santé. À long terme, ces aspects sont un prédicteur de la santé physique et mentale de nos enfants ainsi que de leur réussite scolaire. Parallèlement, le soutien à la réussite scolaire est crucial au maintien et à l'amélioration des niveaux de vie, et le fait d'avoir des personnes et des communautés en santé engendre des niveaux de vie supérieurs.

²⁵ Tal, B. (2013). *CIBC Employment Quality Index: Job Quality – Not what it used to be*. CIBC Canadian Research Services. Toronto, ON: CIBC. Consulté à l'adresse : http://research.cibcwm.com/economic_public/download/eqi-cda-20130610.pdf

²⁶ OCDE. (2013). *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2013*, OECD Éditions OCDE. Consulté à l'adresse : <http://www.oecd.org/fr/emploi/emp/perspectivesdelemploidelocde.htm>

²⁷ L'Association canadienne de la paie. (2013). *Un sondage de l'ACP démontre qu'il existe un écart considérable entre les besoins à la retraite et l'épargne des employés canadiens : Moins de Canadiens vivent d'une paie à l'autre, mais la situation financière à long terme demeure inquiétante*. Toronto, ON: L'Association canadienne de la paie. Consulté à l'adresse : <http://www.newswire.ca/en/story/1222819/un-sondage-de-l-acp-demontre-qu-il-existe-un-ecart-considerable-entre-les-besoins-a-la-retraite-et-l-epargne-des-employes-canadiens>

Un appel à l'action : des gens et des politiques pour des changements positifs

D'innombrables systèmes interreliés

La société est extrêmement complexe, et interreliée à un « système de systèmes » – de relations, de politiques, de services, d'innombrables interactions visibles et invisibles, d'influences et d'incidences. L'amélioration du mieux-être dans un système aura souvent une incidence positive sur les autres et sur l'ensemble des systèmes. L'un des principaux objectifs de l'ICMÊ est de déterminer et de comprendre les liens entre les huit domaines – chacun représentant un système – ainsi que les nombreux facteurs qui influent sur le mieux-être global. À l'aide des 64 indicateurs qui reflètent les aspects de nos vies quotidiennes, l'ICMÊ combine des données, des théories et des pratiques afin de trouver de nouvelles solutions pour stimuler divers aspects du mieux-être – simultanément ou successivement.

Par exemple, une population en meilleure santé réduit les coûts liés aux soins de santé. Des coûts réduits libèrent des fonds pour d'autres domaines comme l'éducation. Une main-d'œuvre plus scolarisée est plus novatrice. Cela stimule la productivité et la prospérité économique. Une économie plus prospère peut disposer de meilleurs programmes sociaux et de meilleures activités culturelles pour tous. La culture et les loisirs contribuent à renforcer les liens avec la communauté. Cela améliore le dynamisme communautaire et stimule la participation démocratique. Les gens qui se sentent engagés défendent des enjeux qui leur tiennent le plus à cœur, comme l'environnement. Naturellement, un environnement plus durable produit des aliments nutritifs et offre une gamme de possibilités de loisirs, d'activités récréatives

et de temps de qualité en famille – des facteurs qui contribuent tous à une meilleure santé. Ce cycle positif amplifie ce qui commence par une santé améliorée et n'est qu'un exemple de l'interrelation complexe entre les domaines de notre mieux-être.

La recherche sur le mieux-être de l'ICMÉ et les points principaux sur lesquels elle s'appuie constituent aussi un appel à l'action à tous les Ontariens. Loin de consister en une série d'observations passives, l'exercice représente pour nous tous une occasion d'apporter des changements à la maison, au travail et dans nos communautés. Si nous voulons créer une société qui place le mieux-être – dans son sens le plus large – au centre de l'élaboration de politiques et d'actions, nous devons comprendre l'interaction complexe entre les facteurs qui ont une incidence sur notre mieux-être. Les politiques et les actions visant à créer des possibilités, à renforcer la capacité ainsi qu'à améliorer l'environnement où les Canadiens peuvent mener des vies valorisantes et satisfaisantes reconnaissent que le mieux-être est fondé sur d'autres facteurs que de simples considérations économiques.²⁸ Les politiques et les actions qui reconnaissent les changements dans un domaine – dans un système contribuant au tout – auront inévitablement des répercussions sur un autre domaine.

Cette approche est de plus en plus reconnue partout dans le monde comme ayant le plus grand potentiel d'améliorer la qualité de nos vies. Il s'agit d'une approche qui peut déclencher des changements positifs.

Idées de changements positifs

Afin d'explorer des options de politiques novatrices, l'ICMÉ a invité des experts de chacun des huit domaines à se rassembler et à examiner les constatations du rapport de l'Ontario. On les a chargés d'explorer les constatations et de rechercher de nouvelles perspectives dans les domaines, et particulièrement entre les domaines, en établissant des liens entre les indicateurs et les résultats dans divers domaines, ainsi qu'en déterminant des stratégies qui pourraient faciliter l'élaboration de politiques et de programmes mutuellement bénéfiques. Les experts ont aussi découvert que le fait d'établir des liens entre les enjeux avait mené à établir des liens entre les organismes publics, privés et non gouvernementaux qui pourraient entraîner de nouveaux partenariats puissants. Dans la présente section, nous présentons les commentaires et les idées qui ont émergé et qui nous ont aidés à nous faire passer du processus de *réfléchir* aux problèmes à celui de *résoudre* les problèmes en vue de créer des changements positifs.

Si nous souhaitons véritablement un avenir où nous pouvons tous bénéficier de niveaux de vie supérieurs, nous devons reconnaître les dangers des inégalités croissantes.

²⁸ O'Donnell, G., Deaton, A., Durand, M., Halpern, D., & Layard, R. (2014). *Wellbeing and policy. Commission on Wellbeing and Policy*. London: Legatum Institute.

De nombreuses recherches révèlent qu'un départ solide dans la vie, grâce à l'éducation durant la petite enfance, améliore la préparation à l'école des enfants et mène à une meilleure réussite scolaire, à des niveaux de vie plus élevés et, en fin de compte, à une meilleure santé dans tous les groupes sociaux et économiques.³⁰

Diminuer les inégalités de revenus

Les conséquences des inégalités croissantes de revenus et de richesse en Ontario ne se limitent pas à nos niveaux de vie. Les inégalités de revenus mènent à des écarts plus importants entre les riches et les pauvres relativement aux possibilités, à l'atteinte de niveaux de scolarité, à l'accès aux activités de loisirs et culturelles ainsi qu'à la santé globale.²⁹ Ces incidences se font souvent sentir durant des générations. Pour nous en tant que société, les inégalités minent notre sens de l'intérêt commun, marginalisent et excluent les pauvres, affaiblissent notre dynamisme communautaire, menacent notre démocratie et même réduisent notre espérance de vie.

Si nous souhaitons véritablement un avenir où nous pouvons tous bénéficier de niveaux de vie supérieurs, nous devons reconnaître les dangers des inégalités croissantes. Nous devons nous diriger vers un pays plus riche et équitable. En Ontario et au Canada, nous pouvons :

- 1 Réformer la fiscalité canadienne et le système de transfert pour qu'ils soient équitables à l'égard de tous les groupes de revenu et particulièrement pour alléger le fardeau des Canadiens à faible revenu.
- 2 Augmenter les salaires minimums.
- 3 Envisager la mise en œuvre d'un revenu annuel garanti pour les personnes les plus nécessiteuses.
- 4 Augmenter le seuil d'imposition des entreprises à des niveaux au moins comparables à ceux d'autres pays industrialisés.
- 5 Offrir de l'aide ciblée aux personnes qui sont en chômage à long terme ainsi qu'une meilleure protection aux travailleurs à temps partiel.
- 6 Créer un « programme d'apprentissage national » qui améliorerait l'accès à l'éducation de la petite enfance et aux services de garde.
- 7 Rendre les droits de scolarité au collège et à l'université plus abordables et alléger la dette étudiante.

Adopter l'éducation de la petite enfance et un meilleur accès aux services de garde

De nombreuses recherches révèlent qu'un départ solide dans la vie, grâce à l'éducation durant la petite enfance, améliore la préparation à l'école des enfants et mène à une meilleure réussite scolaire, à des niveaux de vie plus élevés et, en fin de compte, à une meilleure santé dans tous les groupes sociaux et économiques.³⁰ Le fait d'offrir aux enfants nés

²⁹ Wellesley Institute. (2013). *Poverty is a health issue. Submission on the Ontario Poverty Reduction Strategy*. Toronto, ON: Wellesley Institute. Consulté à l'adresse : <http://www.wellesleyinstitute.com/publication/poverty-is-a-health-issue/>

³⁰ Evans, R.G., Hertzman, C., & Morgan, S. (2007). *Improving health outcomes in Canada*. In J. Leonard, C. Ragan, & F. St-Hilaire (Eds.), *A Canadian priorities agenda: Policy choices to improve economic and social well-being* (pp. 291-325). Montréal, QC: Institut de recherche en politiques publiques.

dans la pauvreté un contexte équitable durant leurs années de formation est essentiel à l'élimination des inégalités existantes et futures.³¹ Enfin, l'accès à l'éducation de la petite enfance ainsi qu'à des services de garde adéquats favorise l'égalité entre les sexes en offrant aux femmes des possibilités plus égales d'obtenir un emploi à temps plein, ce qui permet de tirer parti de leur capital humain et de leur entière participation à la main-d'œuvre. En fin de compte, ces mesures mènent à une grande variété d'avantages pour les personnes, les familles et la société.

En nous appuyant sur les forces existantes du domaine de l'éducation en Ontario et au Canada ainsi qu'en nous dotant de politiques exhaustives et coordonnées en matière d'éducation de la petite enfance, de services de garde adéquats et de soutien familial, nous pourrions nous attaquer plus facilement à l'un des défis les plus importants des provinces – les inégalités de revenus. Afin d'y arriver, nous devrions explorer certaines options :

- ❖ Adopter un programme fédéral, provincial et territorial de services d'éducation de la petite enfance (ÉPE).
- ❖ Accroître le nombre de places en centres de services de garde réglementés afin de mieux refléter les besoins des familles ayant de jeunes enfants, dont la plupart sont composées de deux parents qui travaillent, et de répondre à leurs besoins.
- ❖ Élargir les services de garde abordables pour les rendre accessibles aux étudiants des collèges et des universités ayant de jeunes enfants.

Accroître l'accès à des centres de santé communautaire

Notre mieux-être est façonné par une grande variété de facteurs, dont la plupart se trouvent à l'extérieur de notre système officiel de soins de santé. Les endroits et les conditions dans lesquels nous vivons, apprenons, travaillons et nous divertissons sont les déterminants les plus importants de notre état de santé.³² De même, notre santé est liée aux inégalités de revenus et à l'éducation – ce qui influe sur notre capacité de travailler, d'apprendre ainsi que de nous engager entièrement envers nos amis et dans nos communautés. Malheureusement, notre système de soins de santé actuel n'a pas été conçu pour tenir compte de ces conditions. Il est axé sur une « approche en aval », c'est-à-dire rétablir la santé une fois qu'elle est perdue, au lieu d'une « approche en amont » visant à prévenir les affections et les maladies avant qu'elles s'installent.

De plus en plus, les Ontariens doivent parcourir de plus longues distances pour effectuer leur trajet domicile-travail. Individuellement, cela a une incidence négative sur la santé, est coûteux et intensifie le sentiment de « contrainte de temps ».

³¹ Scott, K. (2008). *Growing up in North America: The economic wellbeing of children in Canada, United States, and Mexico*. Ottawa, ON : Conseil canadien du développement social, Fondation Anne E. Casey et Red por los derechos de la infancia en México.

³² Mikkonen, J., & Raphael, D. (2010). *Social determinants of health: The Canadian facts*. Toronto, ON: York University School of Health Policy and Management. Consulté à l'adresse : http://www.thecanadianfacts.org/The_Canadian_Facts.pdf

Les centres de santé communautaire (CSC) de l'Ontario ont démontré que le moyen le plus efficace, efficient et abordable d'offrir des soins de santé primaires est d'adopter une « approche en amont ». Les CSC collaborent avec d'autres organismes et la communauté pour intégrer entièrement une vaste gamme de services de promotion de la santé et de développement communautaire. Ces services aident de façon proactive à éliminer les obstacles à un plus grand mieux-être qui sont attribuables à des facteurs sociaux et économiques liés à la santé, comme les niveaux de revenus, l'accès à du logement ou à un refuge, l'éducation, la langue et la situation géographique. Bien que les CSC aient très bien réussi à répondre aux besoins de soins de santé des populations vulnérables ainsi qu'à traiter des maladies chroniques complexes, de nombreuses régions de la province n'y ont pas accès. Actuellement, les CSC de l'Ontario desservent seulement environ 4 % de la population. Afin de favoriser la santé à long terme des Ontariens, nous devons :

- ✓ Adopter une approche proactive et préventive aux soins de santé qui tient compte des facteurs sociaux et économiques.
- ✓ Accroître l'accès aux CSC de l'Ontario en créant un réseau exhaustif qui permet aux résidents de toutes les régions de la province – particulièrement ceux qui ont des obstacles à une meilleure santé – d'accéder à leurs avantages.
- ✓ Offrir du financement direct et ciblé provenant des gouvernements fédéral et provincial afin d'appuyer un modèle de réseau de centres de santé communautaires dans toute la province.

Un système de transport en commun viable peut être particulièrement important pour les personnes défavorisées et marginalisées.

Élaborer une stratégie de transport en commun pour l'Ontario

De plus en plus, les Ontariens doivent parcourir de plus longues distances pour effectuer leur trajet domicile-travail. Individuellement, cela a une incidence négative sur la santé, est coûteux et intensifie le sentiment de « contrainte de temps ». De plus longs trajets domicile-travail nuisent à la productivité économique, engendrent plus de véhicules sur les routes durant de plus longues périodes et, en fin de compte, sont néfastes pour l'environnement et, par le fait même, contribuent à la détérioration de notre santé et de notre mieux-être.

Un système de transport en commun élargi et mieux coordonné réduirait la congestion sur les routes, améliorerait la qualité de l'air et accroîtrait l'accès des gens au travail, à des biens et services nécessaires, à des aliments nutritifs ainsi qu'à des possibilités de loisirs et de culture. Un système de transport en commun viable peut être particulièrement important pour les personnes défavorisées et marginalisées. Un tel système pourrait être l'un des principaux moyens de diminuer les impacts environnementaux, d'améliorer les possibilités d'emploi et de réduire les inégalités en santé.³³ Cependant, le plus grand défi est que les municipalités de l'Ontario ont des revenus limités pour concevoir et construire des systèmes de transport

³³ Wray, R. (2013). *The spatial trap: Exploring equitable access to public transit as a social determinant of health*. Policy paper. Toronto, ON: Wellesley Institute. Consulté à l'adresse : <http://www.wellesleyinstitute.com/wp-content/uploads/2013/10/The-Spatial-Trap2.pdf>

en commun adéquats et modernes dans les régions et entre celles-ci. Afin de nous diriger vers une stratégie de transport en commun pour l'Ontario, les gouvernements fédéral et provincial doivent :

- ❖ Élaborer des stratégies pour des systèmes de transport en commun accessibles, efficaces et abordables comme moyen de parvenir à l'amélioration de la santé, l'accroissement des possibilités ainsi que la diminution des émissions de GES.
- ❖ Mettre l'accent sur l'accessibilité dans les politiques de transport en commun plutôt que simplement sur la mobilité, de sorte que l'objectif soit le mieux être, et non seulement le fait de déplacer les gens de plus en plus loin et rapidement.
- ❖ Réinvestir une plus grande partie des impôts fédéraux que versent les collectivités à Ottawa dans des réseaux d'autobus, de métros et de trains de banlieue.
- ❖ Collaborer avec les municipalités, les provinces et les territoires pour combler les graves lacunes des réseaux de transport.

S'attaquer à la « contrainte de temps » grâce à des politiques d'infrastructures, sociales et environnementales

Comme il a été mentionné précédemment, le sentiment de « contrainte de temps » est intensifié par de plus longs trajets domicile-travail ainsi que l'accès plus difficile aux biens et services nécessaires et à d'autres possibilités. En examinant les trajets domicile-travail – et l'accès en général – en tant que problème des systèmes, nous reconnaissons que cela va au-delà des personnes et des groupes directement touchés et entrevoyons des modèles ainsi que des solutions plus larges. Par exemple, alors que des masses de personnes quittent le domicile pour le travail, et le travail pour le domicile, à peu près aux mêmes heures chaque jour, elles surchargent les routes de la province, ce qui cause des embouteillages, des poussées d'émissions de carbone ainsi que généralement des temps de déplacement domicile-travail plus longs. Ces modèles réduisent le temps que les gens peuvent consacrer à leur famille, leurs loisirs et leur communauté, ce qui accroît le stress et l'anxiété et contribue à détériorer la qualité de l'air.

Nous pouvons nous attaquer à la contrainte de temps en examinant tous les domaines de l'ICMÊ. Si les planificateurs municipaux, les élus provinciaux, les employeurs et les développeurs repensaient les infrastructures de transport ainsi que la façon de les utiliser, nous pourrions diminuer la concentration de circulation sur nos routes.

Nous devons :

- ❖ Offrir plus de possibilités d'étalement des heures de travail et de télétravail.
- ❖ Changer l'aménagement urbain pour nous diriger vers plus d'utilisations résidentielles et commerciales communes, de sorte que les gens n'aient pas besoin de se déplacer aussi loin pour se rendre au travail ou accéder aux biens et services.
- ❖ Améliorer le réseau de pistes cyclables et de communautés piétonnières de sorte que les gens qui travaillent localement puissent être en meilleure santé ainsi que mieux choisir la façon d'utiliser leur temps.

Nos liens étroits avec l'environnement naturel améliorent notre qualité de vie et nous rappellent que nous avons la responsabilité de le protéger.

Resserrer nos liens quotidiens avec l'environnement naturel

Que nous allions travailler à vélo, marchions pour nous rendre à l'école ou utilisions les parcs et les espaces verts locaux, nos liens avec l'environnement naturel local sont étroitement rattachés à l'incidence que nous avons sur l'ensemble de l'environnement sur lequel nous comptons pour nous procurer des ressources comme de l'air pur et de l'eau potable. Nos liens étroits avec l'environnement naturel améliorent notre qualité de vie et nous rappellent que nous avons la responsabilité de le protéger. Ces liens mettent en lumière les avantages de nous connecter avec la nature dans nos communautés, de vivre dans un environnement propre ainsi que de profiter des meilleurs résultats en matière de santé qui en découlent.

En connectant les aspects de l'éducation, de l'aménagement du temps ainsi que des loisirs et de la culture avec notre préoccupation pour l'environnement, nous pouvons faire fortement valoir la façon de repenser le rôle qu'il joue dans nos vies et la façon dont nos interactions avec la nature peuvent favoriser sa protection et notre mieux-être. Nous pouvons réfléchir à des façons de :

- ✓ Mieux intégrer un réseau d'espaces verts dans nos collectivités grâce à un aménagement urbain permettant aux gens d'être en contact avec la nature et d'en profiter chaque jour, alors que nous travaillons, vivons et jouons.
- ✓ Favoriser l'engagement environnemental quotidien, comme marcher pour nous rendre à l'école ou participer à des jardins communautaires, afin d'améliorer notre santé, de favoriser les possibilités récréatives ainsi que de faire connaître et apprécier l'environnement.
- ✓ Nous assurer que des espaces publics, comme les parcs, les espaces verts et les sentiers, sont intégrés au paysage humain, offrent des possibilités de liens communautaires et sont entretenus de façon écologique.

Réduire notre dépendance envers les réserves d'énergies non renouvelables

En créant des liens plus étroits et quotidiens avec les endroits et espaces naturels locaux ainsi qu'en reconnaissant la détérioration de l'ensemble de l'environnement dans lequel nous vivons, nous comprenons mieux le rôle crucial que joue l'environnement dans nos vies. Alors que le PIB mesure notre productivité économique globale, il ne tient pas compte des coûts sur notre environnement – il néglige de tenir compte de l'épuisement de nos ressources naturelles, de la pollution accrue de notre air et de notre eau ou de la détérioration de la viabilité et de la santé de l'environnement.

Nous devons admettre que notre économie emprunte fortement de notre environnement naturel sans sérieusement tenir compte de l'incidence à

long terme de ces « emprunts ». Le Canada se classe au 27^e rang parmi les 29 pays membres de l'OCDE en matière d'utilisation d'énergie par habitant³⁴, et sa consommation est près de trois fois plus élevée que la moyenne internationale.³⁵ Plus de 80 % de cette consommation massive d'énergie vient d'hydrocarbures non renouvelables (huile, essence et charbon, p. ex.), et un 10 % additionnel vient de l'énergie nucléaire.³⁶ Compte tenu de l'incidence qu'une si forte dépendance sur ces ressources a sur notre santé et la qualité de l'environnement, en tant que société, nous devons :

- ❶ Concilier nos besoins énergétiques et nos avantages économiques immédiats avec notre mieux-être futur.
- ❷ Trouver des moyens plus efficaces de maintenir de hauts niveaux de production d'énergie tout en réduisant nos émissions de GES.
- ❸ Investir davantage de revenus des combustibles fossiles dans des formes durables d'énergie comme l'éolien, le solaire et la biomasse.
- ❹ Modifier la demande d'énergie grâce à des politiques de taxe sur le carbone ou d'autres subventions pour stimuler les investissements et séparer la production d'énergie des émissions de GES.

Développer la participation démocratique en tant que processus grâce à l'éducation et aux nouvelles technologies – particulièrement pour les jeunes

Si nous voulons obtenir des changements positifs dans nos vies, qu'il s'agisse de l'environnement ou de tout autre domaine, nous devons faire plus que des recommandations d'experts. Nous devons être des citoyens engagés qui sommes motivés à nous engager. La plupart des aspects de nos vies – notre éducation, nos soins de santé, notre environnement, notre santé professionnelle et la sécurité alimentaire, par exemple – sont influencés par les lois et les règlements. Lorsque nous assumons notre rôle démocratique entier – en fait, notre responsabilité –, nous pouvons façonner les politiques auxquelles nous tenons le plus et qui nous touchent tous les jours. Malheureusement, les tendances dans la province indiquent que les Ontariens sont ambivalents au sujet de notre démocratie.

Lorsque le savoir, la confiance et l'action croissent, nous pouvons influencer le monde autour de nous.

³⁴ Boyd, D.R. (2001). *Canada vs. the OECD: An environmental comparison*. Victoria, BC: University of Victoria. Consulté à l'adresse : www.environmentalindicators.com/htdocs/about.htm

³⁵ La banque mondiale. (2014). *World Data Bank: World Development Indicators – Energy use (kg of oil equivalent per capita)*. Groupe Banque mondiale. Consulté à l'adresse : <http://databank.worldbank.org/data/views/reports/tableview.aspx>

³⁶ Hughes, J.D. (2010). *Hydrocarbons in North America. The Post Carbon Reader Series: Energy*. Santa Rosa, CA: Post Carbon Institute. Consulté à l'adresse : www.postcarbon.org/Reader/PCReader-Hughes-Energy.pdf

La participation démocratique est un processus qui comprend : (1) le savoir politique – ce que les gens apprennent au sujet des affaires publiques; (2) la confiance politique – le soutien du public envers le système politique; (3) la participation politique – les activités qui influencent le gouvernement et le processus de prise de décisions.³⁷ Lorsque le savoir, la confiance et l'action croissent, nous pouvons influencer le monde autour de nous. Nous devons stimuler les Ontariens en ce qui a trait aux outils, aux actions et aux relations dont ils peuvent disposer pleinement ainsi que voir comment ils peuvent entraîner des changements significatifs dans tous les domaines où le débat politique a lieu. Nous pouvons donc :

- ❖ Appuyer les enseignants et les écoles afin d'intégrer les thèmes de participation démocratique à l'ensemble du programme d'enseignement.
- ❖ Envisager d'abaisser l'âge du droit de vote afin de permettre aux étudiants poursuivant toujours des études secondaires de voter pour améliorer le lien entre l'apprentissage et l'action.
- ❖ Éduquer les gens qui ne se sentent pas bienvenus dans le processus politique et les inclure dans ce dernier. Par exemple, nous assurer que les nouveaux Canadiens suivant des cours d'anglais langue seconde comprennent le rôle qu'ils peuvent jouer dans notre démocratie; encourager plus de femmes à se lancer en politique; démontrer aux jeunes comment leur participation compte véritablement pour leur avenir.
- ❖ Optimiser l'utilisation d'Internet, des communications mobiles et d'autres technologies pour faire de la sensibilisation, fournir de l'information, créer un forum de discussions politiques et solliciter la participation directe, particulièrement auprès des jeunes.³⁸
- ❖ Rétablir la confiance envers notre parlement et les législatures en exigeant des représentants élus et non élus qu'ils se concentrent sur les préoccupations du public, débattent d'idées et se comportent de façon plus éthique et respectueuse envers leurs collègues.
- ❖ Nous assurer que les citoyens se sentent bienvenus dans les hôtels de ville et au parlement, comprennent comment ils peuvent participer au processus politique, ont de réelles possibilités de se faire entendre et peuvent voir leurs commentaires se transformer en actions.

Mettre l'accent sur la communauté en tant que lieu d'innovation sociale et de changement

Dans chaque domaine de l'ICMÊ, les données déclarées pour l'ensemble de l'Ontario cachent des réussites et des problèmes. Par exemple, les indicateurs provinciaux du domaine des populations en santé masquent la difficulté que les sous-groupes d'Ontariens et certaines régions peuvent éprouver pour accéder à des services de santé. Comprendre que ces enjeux se manifestent très souvent à l'échelle communautaire est un premier pas vers la création de solutions adaptées qui fonctionnent pour les groupes en cause.

³⁷ Norris, P. (2001). *Digital divide: Civic engagement, information poverty, and the internet worldwide*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

³⁸ Milner, H. (2007). *The problem of political drop-outs: Canada in comparative perspective*. In A.-G. Gagnon & A.B. Tanguay (Eds.), *Canadian parties in transition* (3rd ed., pp. 437-465). Toronto, ON: University of Toronto Press.

Comme l'évoque le dicton « Toute politique est locale », les collectivités sont le lieu idéal pour bâtir une collaboration entre les intervenants, éliminer l'isolement entre les domaines ainsi que connaître l'innovation sociale. Alors que les politiques publiques générales peuvent être mises en œuvre aux échelles nationale et provinciale, c'est à l'échelle communautaire que le fait de s'attaquer directement aux défis de taille et d'adapter de nouvelles façons de les aborder peut avoir l'incidence la plus forte et la plus rapide sur notre mieux-être. Fondamentalement, le processus de collaboration peut aussi mener à des changements sociaux et contribuer à renforcer le dynamisme communautaire ainsi que favoriser une participation démocratique accrue. À cet effet, le processus est aussi valable que les résultats.

Afin d'appuyer le processus d'innovation, de collaboration et de changements sociaux parmi les divers groupes communautaires, nous pouvons :

- ❏ Créer, financer et appuyer des moyens permettant aux gens de créer des liens entre eux et avec l'environnement naturel ainsi qu'avec les institutions qui sont censées les représenter.
- ❏ Appuyer la croissance de la collaboration officielle et non officielle parmi les organismes qui servent les mêmes citoyens et ont des missions complémentaires, afin de les aider à élaborer et mettre en œuvre des plans intégrés.
- ❏ Encourager les collectivités à mener des sondages sur le mieux-être afin d'établir des données de base permettant de connaître les besoins des résidents, de mesurer les écarts en matière d'accès aux services qui favorisent le mieux-être ainsi que d'orienter les politiques et les initiatives locales.
- ❏ Nous assurer que les collectivités peuvent diriger leurs ressources vers les personnes dans le besoin et intervenir rapidement face aux enjeux émergents qui peuvent compromettre le mieux-être communautaire.
- ❏ Aider les collectivités à créer des conditions et renforcer leur capacité de poser des gestes collectifs pouvant favoriser le mieux-être de tous les résidents.

Fondamentalement, le processus de collaboration peut aussi mener à des changements sociaux et contribuer à renforcer le dynamisme communautaire ainsi que favoriser une participation démocratique accrue.

Accroître l'accès aux espaces publics ainsi qu'aux possibilités de loisirs et culturelles pour tous les citoyens

Nos collectivités sont aussi les meilleurs endroits pour créer des relations et raviver la participation aux activités de loisirs et culturelles. La confiance parmi les Ontariens semble s'amoinrir, et la participation à des activités de loisirs et culturelles a diminué, pour se retrouver à son niveau le plus bas des 17 dernières années. Comment ces facteurs sont-ils liés? La participation à des activités de loisirs, culturelles et récréatives est inévitablement de nature sociale – elle nous met régulièrement en relation avec d'autres personnes qui partagent des intérêts et des valeurs semblables. Ces liens aident à bâtir le capital social – des relations de confiance, des liens plus solides envers la communauté ainsi qu'une meilleure compréhension des divers groupes au sein de la communauté. Ils contribuent aussi à l'enrichissement individuel, particulièrement chez les personnes marginalisées ou défavorisées.

Il existe des « approches macros » et des « approches micros » pour renforcer la confiance entre les gens, créer des liens plus solides avec la communauté ainsi qu'offrir un meilleur accès à des possibilités de loisirs et culturelles. Nous devons penser au-delà de simplement créer plus d'activités et nous assurer que les gens sont sensibilisés, se sentent inclus et ont les ressources leur permettant de participer. Nous devons donc :

- Renforcer les communautés selon une approche diversifiée en créant des possibilités d'interactions informelles entre divers groupes au sein de la communauté.
- Créer ou améliorer des espaces publics sécuritaires et attrayants où les gens peuvent jouer librement, se rencontrer ainsi qu'interagir, et où les amitiés et la confiance peuvent croître par l'entremise de contacts quotidiens.
- Modifier les lois provinciales et les plans communautaires ayant trait à la vocation des espaces ouverts et des parcs, afin de nous assurer que des communautés nouvelles et réaménagées incluent des espaces plus vastes et intégrés où les contacts, les échanges et le jeu entre les résidents peuvent avoir lieu.
- Nous assurer que tous les citoyens, peu importe le statut social ou économique, ont accès à des possibilités de loisirs et culturelles.
- Appuyer des partenariats entre les groupes communautaires et les organismes publics qui permettent de cerner les besoins locaux et contribuent à offrir l'accès à des possibilités de loisirs et culturelles, particulièrement pour les groupes marginalisés et les nouveaux Canadiens qui ne connaissent pas les programmes et services traditionnels.
- Protéger et rétablir le financement des programmes artistiques, culturels et récréatifs.

Nous devons penser au-delà de simplement créer plus d'activités et nous assurer que les gens sont sensibilisés, se sentent inclus et ont les ressources leur permettant de participer.

Deux recommandations de recherche cruciales

Concevoir les politiques en fonction du stade de vie, de la génération et de l'endroit

De plus en plus, nous avons des collectivités définies par la « génération sandwich » qui s'occupe de ses enfants et de ses parents vieillissants, les personnes retraitées s'occupant de leurs petits enfants et la vie en commun de plusieurs générations. Nous ne sommes pas seulement des personnes et des membres d'une société globale; nous sommes aussi des membres de familles de plus en plus diversifiées et multigénérationnelles. Les divers rôles et diverses responsabilités qui découlent de cette réalité ont une incidence sur nos décisions, notre travail et nos revenus, et même sur la façon dont nous utilisons notre temps. De plus, ces rôles et responsabilités fluctuent continuellement à mesure que nous traversons les divers stades de nos vies – en tant que fils ou filles, que parents ou grands-parents, qu'amis ou que voisins – ainsi que selon les endroits où nous vivons et nos conditions de vie.

Nous devons en connaître davantage sur les façons dont les divers stades de vie et les relations intergénérationnelles influent positivement – ou négativement – sur notre mieux-être. Il arrive trop souvent que les politiques et les programmes soient conçus et offerts aux personnes sans qu'on tienne compte du contexte dans lequel elles vivent – les membres de la famille et d'autres personnes dont elles dépendent ou sont responsables, les relations qu'elles entretiennent et appuient, les emplois et les responsabilités communautaires qu'elles ont ainsi que l'endroit où elles vivent dans la province. En conséquence, nous devons :

- ❖ Utiliser les données pour détecter les tendances aux divers stades de la vie, pour diverses générations et diverses régions, de sorte que les politiques et programmes reflètent mieux les besoins des divers groupes selon le contexte dans lequel ils vivent.
- ❖ Élaborer des politiques et des programmes sociaux qui reflètent une compréhension du contexte relationnel; en d'autres termes, des politiques pour les familles, les groupes et les communautés plutôt que seulement pour les personnes.
- ❖ Élaborer des politiques qui sont éclairées par les valeurs canadiennes et en fonction des constatations de recherches.
- ❖ Élaborer des politiques non seulement pour des conditions actuelles, mais aussi en ayant une vision des conditions futures tel qu'elles sont façonnées par d'autres politiques et programmes connexes.

De plus en plus, nous avons des collectivités définies par la « génération sandwich » qui s'occupe de ses enfants et de ses parents vieillissants, les personnes retraitées s'occupant de leurs petits enfants et la vie en commun de plusieurs générations.

La prise de décisions fondée sur des faits est essentielle pour nous assurer que l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sont guidées par les indicateurs les plus récents et pertinents des aspects de nos vies qui nous tiennent le plus à cœur.

Améliorer la cueillette de données nationales

Les recherches sur le mieux-être de tous les Canadiens ainsi que sur les mesures politiques qui peuvent le favoriser sont limitées par la disponibilité des données et l'accès à celles-ci. Sans les données adéquates, la capacité des institutions de dresser un portrait complet de notre mieux-être

et d'intervenir en conséquence est gravement compromise. Alors que le Canada recueille une quantité considérable de données économiques, en comparaison, l'étendue ainsi que l'exhaustivité des données sociales et environnementales sont bien moindres. Nous devons accorder une plus grande priorité à la cueillette et la publication régulières de données de haute qualité qui peuvent mieux éclairer l'élaboration de nouvelles politiques ainsi que renforcer l'application des bonnes politiques existantes.

La disponibilité continue de données fiables, valides et pertinentes est l'un des plus grands défis si nous voulons nous assurer que nous pouvons évaluer efficacement notre mieux-être aux échelles nationale et provinciale. Statistique Canada, Environnement Canada et d'autres organismes fédéraux produisent d'excellentes ressources de données, mais malheureusement, il existe peu d'ensembles de données nationales solides, pluriannuels et entièrement accessibles sur les nombreux aspects sociaux et environnementaux de nos vies. En l'absence de telles données, nos efforts pour rendre compte de l'évolution de la qualité de vie des Canadiens sont compromis.

Il est essentiel d'avoir accès à de telles données. La prise de décisions fondée sur des faits est essentielle pour nous assurer que l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sont guidées par les indicateurs les plus récents et pertinents des aspects de nos vies qui nous tiennent le plus à cœur. Nous devons :

- ❏ Accorder une plus grande priorité à la cueillette et à la publication régulières de données sociales et environnementales de haute qualité afin de mieux éclairer l'élaboration de nouvelles politiques.
- ❏ Nous assurer de la disponibilité continue de données fiables, valides et pertinentes sur tous les aspects du mieux-être ainsi que de l'accessibilité constante à celles-ci.
- ❏ Utiliser des données sociales et environnementales saines pour élaborer des politiques et ensuite les appliquer, ainsi que surveiller et valider la mesure dans laquelle elles sont efficaces pour améliorer le mieux-être de tous les Canadiens.

Conclusion

L'ICMÊ favorise un dialogue constructif et instructif qui peut mener à des changements sociétaux positifs. Il nous permet de faire une pause pour remettre en question le statu quo et considérer d'autres façons de promouvoir une meilleure qualité de vie pour tous les Canadiens ainsi qu'une économie saine.

Les divergences entre l'ICMÊ et le PIB nous démontrent clairement que nous n'avons pas fait les bons investissements dans notre population et nos collectivités, et que cette façon de faire dure depuis longtemps. Il est temps que les politiques publiques mettent plus l'accent sur la qualité de nos vies. En examinant les constatations de l'ICMÊ selon une perspective de politique et en tenant compte de la façon dont les changements surviennent dans un système complexe de domaines interreliés, nous pouvons prendre de meilleures décisions sur la façon d'améliorer la qualité de vie de tous. Nous pouvons déterminer comment les divers ordres de gouvernement, le secteur privé, la collectivité et les organismes sans but lucratif peuvent collaborer à l'amélioration des domaines où nous accusons du retard depuis 1994, tout en renforçant ceux qui se sont améliorés durant la même période. L'interrelation entre les domaines de l'ICMÊ exige ce niveau de collaboration afin d'obtenir les meilleurs résultats pour tous les Canadiens. Cette façon d'agir guidera l'élaboration et la mise en œuvre de bonnes politiques publiques et permettra de mesurer l'évolution de ce qui compte *véritablement* pour les Ontariens et les Canadiens pour les années à venir.

Annexe A :

La méthodologie de l'ICMÊ pour l'Ontario

Pour mesurer le mieux-être de l'Ontario, nous avons suivi le même processus que celui utilisé pour produire l'ICMÊ à l'échelle nationale.

Nous avons choisi 1994 comme année de référence et avons repris les 64 indicateurs pour chaque année jusqu'à 2010, à partir d'une variété de sources de données, principalement celles fournies par Statistique Canada, comme les enquêtes sur la santé dans les collectivités canadiennes, les enquêtes sociales générales ainsi que l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu. Nous avons utilisé environ 130 sources de données pour obtenir tous les points de données pour chaque indicateur et chaque année. Afin de faciliter les comparaisons avec les résultats nationaux de l'ICMÊ, publiés dans le rapport de 2012, intitulé « Comment les Canadiennes et les Canadiens se portent-ils véritablement?³⁹ », nous avons adopté la même période de 17 ans, qui commence avec l'année de référence 1994 et s'échelonne jusqu'à 2010. Nous avons aussi choisi 2010 parce qu'il s'agit de l'année la plus récente pour laquelle nous pouvons optimiser les données disponibles dans tous les domaines.

Pour un domaine comme les niveaux de vie, les huit indicateurs utilisent des sources de données qui sont recueillies et disponibles chaque année. Cependant, pour certains autres domaines, comme l'aménagement du temps et la participation démocratique, les sources ne rassemblent pas toutes les données chaque année. Pour les années entre 1994 et 2010 où il n'existait pas de point de données pour un indicateur, nous avons estimé la valeur de ce dernier en extrapolant une tendance entre les années adjacentes pour lesquelles il existait des points de données.

³⁹ Indice canadien du mieux-être. (2012). *Comment les Canadiennes et les Canadiens se portent-ils véritablement?* Le rapport 2012 de l'ICMÊ. Waterloo, ON : L'Indice canadien du mieux-être et l'Université de Waterloo. Consulté à l'adresse : <https://uwaterloo.ca/indice-canadien-du-mieux-etre/ressources/rapports>

Globalement, nous avons calculé 1 088 points de données uniques qui définissent les tendances pour chaque indicateur et fournissent les assises d'indices composés pour chaque domaine ainsi que pour l'indice global du mieux-être en Ontario.

En disposant de données tirées d'autant de sources différentes et mesurées de si nombreuses façons, nous devons établir une mesure de référence qui nous permettrait de faire des comparaisons directes parmi les indicateurs ainsi que de jeter les bases de consignation d'un indice composé pour chaque domaine et pour le mieux-être global. Nous avons établi « 100 » comme valeur de référence pour chaque indicateur au cours de la première année, 1994, et avons calculé la valeur pour chaque année subséquente jusqu'à 2010 en tant que pourcentage de variation. Ce processus nous permet de voir les variations dans chaque indicateur d'une année à l'autre ainsi que de calculer la variation cumulative au cours de la période de 17 ans. L'utilisation d'un pourcentage de variation comme mesure commune pour tous les indicateurs a permis de calculer les mesures composées pour chaque domaine et, en fin de compte, la mesure composée du mieux-être de l'Ontario. Des pourcentages de variation positifs pour chaque indicateur et indice signifient une certaine amélioration du mieux-être, alors que des pourcentages de variation négatifs indiquent une certaine détérioration.

La disponibilité des indicateurs dans chaque domaine

La désagrégation des données utilisées pour calculer les indicateurs à l'échelle nationale afin de créer leurs équivalents provinciaux semblait être une tâche simple. Cependant, les sources de données utilisées pour l'ICMÉ n'incluaient pas toutes une ventilation des données à l'échelle provinciale. L'incapacité d'extraire les indicateurs à l'échelle provinciale découlait de plusieurs facteurs, qui se classaient généralement dans trois catégories : (1) la source de données originelle rend habituellement compte des données seulement à l'échelle nationale, et les données provinciales ne sont pas rassemblées ou ne sont pas déclarées, (2) l'indicateur nécessitait un calcul à partir de deux sources discrètes ou plus, et les données originelles n'étaient pas toutes disponibles à l'échelle provinciale, ou (3) les données provinciales pouvaient être disponibles en faisant des demandes spéciales au fournisseur, mais cela entraînait habituellement des frais.

Dans les sections qui suivent, les indicateurs qui pouvaient être désagrégés à l'échelle provinciale à partir des sources de données utilisées pour l'ICMÉ, ainsi que ceux qui ne pouvaient pas l'être, sont identifiés. Globalement, des 64 indicateurs composant l'ICMÉ, 52 étaient disponibles pour l'Ontario, ainsi que pour toutes les autres provinces. En d'autres termes, 12 indicateurs ne pouvaient pas être désagrégés et ont donc été exclus de leurs domaines respectifs. Le domaine le plus touché a été celui de l'environnement, qui a perdu six de ses huit indicateurs en raison de l'absence de données à l'échelle provinciale, suivi du domaine de l'éducation, qui se fonde sur quatre de ses huit indicateurs. Quant aux six autres domaines, les sources de données ont pu être désagrégées pour l'indicateur dans presque tous les cas – quatre des domaines ont retenu les huit indicateurs, et sept des huit indicateurs étaient disponibles pour les deux autres domaines.

La substitution par de nouveaux indicateurs tirés de sources provinciales pour ceux qui n'étaient pas disponibles n'était pas une option pour cet exercice. Afin de faire des comparaisons entre les

résultats de l'Ontario et ceux de l'ensemble du Canada, les indicateurs devaient être identiques. Par conséquent, pour les domaines où les indicateurs n'étaient pas disponibles à l'échelle provinciale, les résultats composés pour chaque domaine de l'ICMÊ ont été recalculés en utilisant seulement les indicateurs disponibles pour la province, afin de faciliter les comparaisons directes des tendances entre le Canada et l'Ontario.

Les huit indicateurs étaient disponibles à l'échelle provinciale pour les domaines Dynamisme communautaire, Participation démocratique, Loisir et culture ainsi que Niveaux de vie.

Éducation

Des huit indicateurs utilisés dans le domaine de l'éducation à l'échelle nationale, seulement quatre ont pu être désagrégés à l'échelle provinciale. Deux des sources de données originelles pour les indicateurs manquants sont fournies par des organismes ayant une perspective internationale, et elles portent sur des données à l'échelle nationale pour des pays de partout dans le monde. De plus, dans le cas de l'indicateur des connaissances et compétences de base pour les personnes âgées de 13 à 15 ans, les données étaient disponibles pour le PISA, mais pas pour la TEIEMS. Les deux autres indicateurs ont été tirés de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes administrée par Statistique Canada, qui a été abolie.

Environnement

Le domaine de l'environnement, plus que tout autre domaine, n'avait pas de données disponibles pour la majorité de ses indicateurs. Étant donné que plusieurs indicateurs manquants venaient d'organismes ayant une perspective internationale (Global Footprint Network, World Wildlife Fund et Sea Around Us Project, p. ex.), les mesures à l'échelle provinciale n'étaient simplement pas disponibles en raison du mandat principal de ces organismes. Les autres indicateurs, bien qu'ils soient déclarés par l'entremise d'Environnement Canada ou de Statistique Canada, étaient disponibles seulement dans des rapports publiés, plutôt que sous forme de données originelles ou nécessitaient des calculs adaptés fondés sur diverses sources, qui n'étaient pas toutes disponibles ou accessibles.

D'une façon passablement plus positive, les indicateurs qui étaient disponibles à l'échelle provinciale sont deux mesures qui reflètent la santé de notre environnement ainsi que l'incidence de celle-ci sur la santé des Canadiens – les émissions de GES et l'ozone troposphérique. Pour le domaine de l'environnement, ces deux indicateurs sont peut-être les plus cruciaux.

Populations en santé

Tous les indicateurs du domaine des populations en santé, sauf un, étaient disponibles à l'échelle provinciale. La mesure d'EVAS – espérance de vie ajustée en fonction de la santé – est fondée sur un calcul complexe et provient des données tirées de diverses sources, qui ne sont pas toutes facilement accessibles à l'échelle provinciale.

Aménagement du temps

Tous les indicateurs du domaine de l'aménagement du temps, sauf un, étaient disponibles à l'échelle provinciale. La dernière mesure ayant trait au pourcentage des personnes âgées de 3 à 5 ans qui lisent, où dont les parents leur font la lecture, quotidiennement n'était pas disponible uniformément au cours des années à l'échelle provinciale. Par ailleurs, le sondage national à cet effet ayant été aboli, cet indicateur sera remplacé dans les prochains rapports de l'ICMÊ.

Aller de l'avant : disponibilité des données à l'avenir

Compte tenu de notre intention de publier ultérieurement des rapports provinciaux actualisés, le remplacement des indicateurs n'étant pas actuellement disponibles est une priorité de l'ICMÊ. Lorsque cet indice a été créé, la capacité de désagréger les données rassemblées à l'échelle nationale pour obtenir des données à l'échelle provinciale ne faisait pas partie des principales priorités. L'acquisition de données valides et fiables à partir de sources crédibles demeure la principale priorité, mais on estime qu'il est de plus en plus important d'obtenir ces données pour les provinces – et même les territoires.

Il est tout aussi important d'encourager la cueillette de données étendue et continue, particulièrement sur l'environnement, qui peuvent éclairer notre compréhension du mieux-être dans toute son ampleur et sa complexité pour tous les Canadiens, peu importe où ils vivent.

L'Indice canadien du mieux-être mène des recherches rigoureuses ayant trait à la qualité de vie des Canadiens, et publie régulièrement et publiquement des rapports à cet effet; incite les décideurs et les leaders gouvernementaux à prendre des décisions fondées sur des faits solides; donne le pouvoir aux Canadiens de revendiquer des changements qui répondent à leurs besoins et valeurs.



An agency of the Government of Ontario.
Un organisme du gouvernement de l'Ontario.



UNIVERSITY OF WATERLOO
FACULTY OF APPLIED HEALTH SCIENCES